



Assemblée générale

Distr. générale
18 août 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Cinquante et unième session

12 septembre-7 octobre

Point 10 de l'ordre du jour

Assistance technique et renforcement des capacités

Situation des droits de l'homme au Cambodge

Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge*, **

Résumé

Le présent rapport est le deuxième que soumet le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme, Vitit Muntarbhorn, et traite des faits marquants et des objectifs de référence. Dans ce document, le Rapporteur spécial définit plusieurs objectifs de référence essentiels visant à faciliter l'application des droits de l'homme dans le pays. Ces objectifs sont fondés sur les recommandations adressées au Cambodge par les organes internationaux chargés des droits de l'homme et sont inspirés de trois faits marquants survenus depuis le début des années 1990, à savoir les accords de paix conclus à Paris en 1991, les presque trente ans d'existence du mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge et la tenue en juin 2022 d'élections dans les communes et les sangkat. Le rapport se termine par une série de recommandations orientées vers l'avenir, dans la perspective des élections nationales, qui doivent avoir lieu en 2023.

* Il a été convenu que le présent rapport serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.

** Les annexes du présent rapport sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, dans la langue de l'original seulement.



I. Introduction

1. Le présent rapport est le deuxième que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme, Vitit Muntarborn, soumet au Conseil des droits de l'homme, et traite des faits marquants et des objectifs de référence. Les 20 objectifs de référence définis dans le présent document, qui visent à faciliter l'application des droits de l'homme dans le pays (voir annexe I), sont fondés sur les obligations internationales incombant au Cambodge et sur les recommandations formulées par les organes internationaux chargés des droits de l'homme, et peuvent servir de base à une coopération technique. Ces objectifs sont inspirés en outre de trois faits qui ont marqué l'histoire du Cambodge depuis le début des années 1990, à savoir les accords de paix conclus à Paris en 1991, les presque trente ans d'existence du mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, dont la mission était auparavant assumée par le Représentant spécial du Secrétaire général, et les élections organisées en juin 2022 dans les communes et les sangkat. Le Rapporteur spécial tient à exprimer sa profonde gratitude aux divers interlocuteurs avec lesquels il a eu des échanges tout au long de l'année écoulée – représentants du Gouvernement et d'organisations non gouvernementales ou intergouvernementales et particuliers – ainsi qu'au personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) des bureaux de Phnom Penh et de Genève pour le soutien précieux qu'ils lui ont apporté. Le présent rapport couvre la période allant du début du second semestre de 2021 au début du mois de juin 2022.

II. Méthode

2. Le Rapporteur spécial estime important d'adopter une approche constructive et indépendante fondée sur les normes internationales et de tenir compte des apports locaux. Il a eu accès à une multitude d'informations et est conscient de la nécessité de recouper les informations conformément aux protocoles de l'ONU, en confrontant les différentes sources. L'équipe de pays des Nations Unies, en particulier le bureau du HCDH au Cambodge, joue un rôle essentiel en l'aidant à surveiller la situation des droits de l'homme et à entrer en contact avec les personnes victimes d'atteintes à leurs droits afin d'obtenir des éléments de preuve corroborants et de suivre des affaires. Le Rapporteur spécial est également conscient de la nécessité de protéger les sources d'information contre les représailles. Bien que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) l'ait empêché de se rendre dans le pays depuis le début de son mandat en 2021, il a obtenu des informations en ligne et par d'autres voies, qui sont publiées dans le présent rapport afin de promouvoir et protéger les droits de l'homme. La première visite du Rapporteur spécial au Cambodge devrait avoir lieu en août 2022.

3. L'examen de l'application par le Cambodge du Pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel a récemment procédé le Comité des droits de l'homme et les observations finales que ce dernier a adoptées à l'issue de cet examen constituent une étape importante¹. Les recommandations de cet organe parlent d'elles-mêmes et constituent la pierre angulaire du présent rapport, les suggestions qu'elles comportent se renforçant mutuellement et ayant pour objectif de contribuer à l'amélioration de la situation dans le pays. En particulier, les conclusions du Comité complètent nombre de préoccupations de fond que le Rapporteur spécial avait exprimées dans son premier rapport au Conseil des droits de l'homme publié en 2021² et dans son compte rendu oral présenté au début de 2022 et, réciproquement, le Rapporteur spécial apporte un complément aux recommandations du Comité concernant les mesures à prendre en priorité pour faire progresser la mise en œuvre des droits de l'homme aux niveaux national et local. Les objectifs de référence élaborés et analysés dans la suite du présent rapport sont principalement fondés sur les recommandations du Comité, compte tenu des conclusions du Rapporteur spécial.

¹ CCPR/C/KHM/CO/3.

² A/HRC/48/79.

III. Événements marquants

4. Le trentième anniversaire des accords de paix conclus à Paris en 1991 appartenant désormais au passé récent, il convient de souligner que, si la promesse de paix s'est concrétisée après plus d'une décennie de conflit et d'événements tragiques, la démocratie et le respect de l'ensemble des droits de l'homme ne sont pas encore devenus une réalité dans le pays. On se souviendra en particulier que les accords de Paris contiennent un appel en faveur du pluralisme dans le cadre de la démocratie³.

5. Le mandat du Rapporteur spécial a été créé à la suite des accords de paix de Paris et est fondé sur une série de résolutions anciennes des organes de l'ONU, qui sont reproduites à l'annexe II du présent rapport.

6. Depuis les années 1990, le Cambodge a réalisé des progrès spectaculaires dans certains domaines. Avant la pandémie, le taux de croissance était de 7 % par an, ce qui signifie que le pays fait désormais partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Il a adhéré à presque tous les principaux instruments relatifs aux droits de l'homme. Il est parvenu à prévenir efficacement la progression de la pandémie en vaccinant presque toute la population. Grâce à la capacité de résilience de la société cambodgienne, une reprise rapide pourrait s'amorcer dans le domaine socioéconomique pendant la période post-COVID-19. La liberté de religion est largement exercée dans le pays.

7. Ces évolutions sont étroitement liées aux élections communales de 2022 qui, en tant qu'événement marquant récent, sont traitées en détail dans la section ci-dessous.

IV. Élections communales

8. Le passé donne des clefs permettant de comprendre le présent et de préparer l'avenir.

A. Contexte historique récent

9. Les élections communales de 2022 ont été précédées par les élections de 2017. Cette année-là, le pluralisme politique semblait être en pleine expansion, toute une série de partis politiques divers se disputant les voix des électeurs.

10. Fait notable, le principal parti d'opposition, le Parti du salut national du Cambodge, a obtenu environ 43 % des voix à l'issue de ces élections, tandis que le parti au pouvoir, le Parti populaire cambodgien, en a obtenu 50 %. À la suite de ces résultats, la situation s'est dégradée, ce qui a entraîné un basculement inquiétant du pluralisme vers un système de monopole. Quelque temps plus tard, toujours en 2017, le Parti du salut national du Cambodge a été traduit en justice pour complot visant à renverser le Gouvernement placé sous le contrôle du Parti populaire cambodgien. Il a saisi la Cour suprême mais son recours a été rejeté et il a été dissous sur décision de justice. La plupart des sièges qu'il avait remportés aux élections ont été redistribués à d'autres partis, principalement au Parti populaire cambodgien. Près de 120 dirigeants et membres du Parti du salut national du Cambodge ont été déchus de leurs droits politiques pour une période de cinq ans. Au cours des élections des membres de l'Assemblée nationale organisées en 2018, le Parti populaire cambodgien a obtenu la totalité des sièges, soit 125, ce qui a instauré un système de parti unique. Pendant les années qui ont suivi, l'élite au pouvoir a consolidé son emprise, ce qui a provoqué des déséquilibres structurels et placé des institutions personnalisées sous l'influence de ce monopole. Le terrain favorable à un pluralisme démocratique a été considérablement miné et l'instauration d'un système de parti unique a écrasé toute velléité de pluralisme, les personnalités perçues comme des opposants au régime étant condamnées à s'enliser dans un borborygme et des sables mouvants.

11. Dans le contexte des élections communales de 2022, le nombre manifestement important de partis politiques figurant sur la liste ci-après n'est pas le signe qu'il existe des différences de fond entre ces partis car le contrôle exercé depuis le sommet de l'État est

³ Sothirak Pou et coll., « The Paris Peace Agreements : looking back and moving forward » (2021).

omniprésent dans le pays. Ce contrôle a des incidences sur le fonctionnement de l'appareil d'État, dont les médias et les organes électoraux, judiciaires et autres ainsi que sur les ressources nationales, ce qui nuit aussi bien à la crédibilité qu'à l'intégrité de l'ensemble du système politique et électoral.

B. Contexte actuel

12. Depuis le début de 2022, l'organisation des dernières élections communales, qui était fondée sur le droit de participer aux affaires politiques, s'est déroulée en plusieurs étapes, qui sont décrites ci-après.

13. En mai 2022, on dénombrait 45 partis politiques, dont 17 partis enregistrés en vue des élections⁴. Trente-deux membres de l'opposition politique ont été réhabilités et réintégrés dans leurs droits politiques. Quelque 86 000 candidats, dont environ 28 000 femmes⁵, briguaient environ 11 600 sièges de conseillers municipaux. Le Parti populaire cambodgien a présenté des candidats dans toutes les communes. Le parti Sam Rainsy, qui est composé d'anciens membres du Parti du salut national du Cambodge, a présenté des candidats dans la plupart des communes. Il est désormais le concurrent le plus important du Parti populaire cambodgien. Les autres anciens dirigeants du Parti du salut national du Cambodge ont lancé un appel encourageant la population à participer aux élections communales de 2022.

14. D'après la liste fournie par la Commission électorale nationale, qui figure dans le tableau ci-après, le Parti populaire cambodgien a présenté quelque 28 000 candidats dans environ 1 650 communes, tandis que le parti Sam Rainsy a présenté quelque 24 000 candidats dans environ 1 620 communes. Le Parti populaire cambodgien présentait environ 7 200 femmes, tandis que le parti Sam Rainsy en présentait environ 5 500. Il convient de signaler que le nombre d'électeurs inscrits a augmenté d'environ un million par rapport aux élections communales précédentes, étant passé de 8 millions en 2017 à 9 millions en 2022. La campagne électorale s'est déroulée du 21 mai au 3 juin. Le scrutin a eu lieu le 5 juin et les résultats provisoires ont été annoncés le 6 juin.

15. Un grand nombre d'observateurs ont été recensés, l'Union des fédérations de jeunesse du Cambodge ayant dépêché 39 815 observateurs et les Femmes cambodgiennes pour la paix et le développement ayant envoyé environ 26 102 observatrices sur place⁶. Ces groupes sont notoirement très proches du parti au pouvoir et des élites qui y sont liées. Le Comité pour des élections libres et régulières, qui jouit d'une excellente réputation, a dépêché 1 949 observateurs. Des observateurs internationaux autres que des fonctionnaires de l'ONU ont été envoyés dans le pays. Des messages ont été lancés depuis le sommet de la hiérarchie politique pour promouvoir la tenue d'élections libres et régulières et exhorter les fonctionnaires à rester neutres mais, comme on le verra ci-après, la situation sur le terrain a été tout autre.

⁴ Voir le tableau ci-dessous et la publication « Cambodia human rights situationer », 4 octobre 2021-février 2022, reçue de la Mission permanente du Cambodge à Genève, février 2022, p. 13.

⁵ Voir le tableau ci-après.

⁶ <https://www.nec.gov.kh/khmer/content/5800> (en khmer seulement).

Liste des partis politiques enregistrés en vue des élections communales de 2022



KINGDOM OF CAMBODIA
NATION RELIGION KING

NATIONAL ELECTION COMMITTEE

SECRETARIAT GENERAL

N^o 038 NEC/SG

Phnom Penh 29 April 2022

Press Release

**Official Results of Registration of Political Party's Candidates Lists
Running for the 5th Mandate of the Commune/Sangkat Councils Election**

According to the official report of registration of candidate lists of the political party from the Provincial/Capital Election Commissions, 17 political parties and with a total of **86,092** candidates, **27,813** of whom are female have been registered for the 5th Mandate of Commune/Sangkat Councils Election 2022 as follows:

No.	Political Parties	Number		Candidate	
		Capital/Province	Commune/Sangkat	Total	Female
1	Cambodian People's Party	25/25	1,652/1,652	28,008	7,259
2	Candlelight Party	25/25	1,623/1,652	23,939	5,564
3	Funcipec Party	24/25	680/1,652	9,952	3,899
4	Khmer National United Party	25/25	596/1,652	8,815	4,047
5	Cambodian National Love Party	18/25	315/1,652	5,050	2,122
6	Cambodian National's Party	20/25	245/1,652	3,956	2,185
7	Cambodian Youth Party	18/25	114/1,652	1,824	852
8	Cambodian Reform Party	12/25	59/1,652	978	373
9	Khmer Will Party	10/25	58/1,652	1,050	529
10	Kampucheaniyum Party	10/25	38/1,652	658	242
11	Grassroots Democracy Party	15/25	32/1,652	481	153
12	Khmer United Party	9/25	30/1,652	457	248
13	Beehive Social Democratic Party	10/25	23/1,652	392	181
14	Cambodian Indigenous Peoples Democracy Party	3/25	19/1,652	202	41
15	Ekpheap Cheat khmer Party	4/25	14/1,652	178	64
16	Reaksmey Khemara Party	3/25	6/1,652	88	34
17	Khmer Economic Development Party	3/25	4/1,652	64	20
Total				86,092	27,813

16. On trouvera ci-après une description de la situation avant le jour du scrutin :

a) Le déroulement du processus électoral a été davantage informatisé, ce qui a engendré un certain nombre de problèmes⁷ ;

b) Le système ne permettant pas aux Cambodgiens de l'étranger de participer au scrutin, des millions de travailleurs migrants cambodgiens travaillant dans des pays voisins ont été privés de la possibilité d'exercer leur droit de vote, anomalie qui appelle une réforme du système électoral⁸ ;

c) L'absence de disposition habilitant la commission électorale nationale à vérifier la circulation et l'utilisation des fonds des partis politiques était une lacune majeure susceptible de contribuer à l'opacité du processus et de nuire à l'équité et à la transparence du système électoral ;

d) La proximité excessive entre les membres de la Commission électorale nationale (ainsi que d'autres mécanismes) et le parti au pouvoir était un motif de préoccupation, d'autant plus que ce problème était exacerbé par l'existence d'une série de lois déséquilibrées (voir la section V ci-après) ;

e) En 2022, un nombre considérable de candidats, en particulier de candidats présentés par le parti Sam Rainsy, ont été radiés des listes électorales et ont ainsi été empêchés de participer aux élections dans des circonstances suspectes. En mai 2022, quelque 200 candidats potentiels avaient été radiés des listes⁹. La Commission électorale nationale a certes offert aux intéressés la possibilité de contester ces mesures avant leur radiation, mais les décisions prononcées sur ce type de recours sont généralement favorables au parti au pouvoir. Au cours des mois qui ont précédé le scrutin, toute une série de plaintes faisant état de harcèlement, de menaces et d'actes d'intimidation ciblant des candidats considérés comme appartenant à l'opposition politique ont été déposées. Le HCDH a exprimé des préoccupations à ce propos quelques jours avant les élections¹⁰ ;

f) Nombre de procès collectifs de membres de l'opposition politique se sont tenus en 2022, ce qui a non seulement empêché les membres de l'opposition privés de leurs droits électoraux de participer aux élections, mais aussi paralysé les activités menées dans les coulisses du processus politique et réduit à néant les possibilités d'organiser des élections de manière libre et inclusive. Ces procès sont décrits ci-après dans la section V.

17. Le jour du scrutin, le 5 juin 2022, le taux de participation s'est établi à environ 80 %, ce qui représente un taux élevé. D'après la Commission électorale nationale, sur l'ensemble des électeurs autorisés à participer au scrutin, soit 9,2 millions, environ 7,1 millions ont voté. Les médias locaux ont indiqué que les élections avaient été surveillées par 88 050 agents politiques, 74 885 observateurs locaux et 110 observateurs internationaux provenant de diverses organisations¹¹.

18. D'après les résultats provisoires annoncés le 7 juin, le Parti populaire cambodgien a remporté environ 80 % des voix, obtenant ainsi quelque 9 400 sièges. Le parti Sam Rainsy a remporté environ 19 % des voix, ce qui représente près de 2 200 sièges. Quelques autres partis, dont le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif, le Parti uni national khmer et le Parti de l'amour national khmer, ont obtenu une vingtaine de sièges. La plupart des postes de responsable de l'administration communale (environ 1 650) ont été obtenus par le Parti populaire cambodgien.

⁷ Voir https://www-nec-gov-kh.translate.goog/english/content/clarification-filling-and-using-minute-ballot-counting-form-1102-polling-station-commissions?_x_tr_sl=id&_x_tr_tl=en&_x_tr_pto=sc.

⁸ Voir <https://opendevelopmentcambodia.net/news/no-provision-for-cambodians-to-vote-from-abroad-says-nec/#!/story=post-159813>.

⁹ Voir <https://cambojanews.com/more-candlelight-party-commune-candidates-cut-from-election/>.

¹⁰ <https://www.ohchr.org/en/news/2022/06/comment-un-human-rights-office-spokesperson-liz-throssell-human-rights-concerns-ahead>. Voir également <https://cambojanews.com/in-unusual-move-nec-cuts-entire-candlelight-candidate-list-in-one-phnom-penh-commune/> (page consultée le 15 mai 2022).

¹¹ Voir <https://www.khmertimeskh.com/501089435/nec-releases-new-voter-turnout-rate-for-local-election/>.

19. Globalement, les élections communales de 2022 se sont déroulées de manière pacifique et aucune allégation majeure de violation n'a été formulée. La participation politique et les résultats se sont caractérisés par une très légère diversité, ce qui a permis à l'opposition d'obtenir quelques sièges. Cependant, l'ensemble du processus a souffert des limites de l'espace civique et politique, problème encore aggravé par l'existence dans tout le pays d'un monopole du pouvoir. Un certain nombre d'irrégularités survenues pendant la période électorale ont été signalées. Des pressions insistantes ont exercées dans certaines zones pour influencer sur le scrutin. Par exemple, des fonctionnaires étaient constamment présents dans divers bureaux de vote, les noms des électeurs étaient enregistrés, des moyens de transport ont été mis à la disposition des électeurs pour qu'ils aillent voter et des personnes ont fait du porte-à-porte afin d'influencer les électeurs¹². Des plaintes de candidats ont été déposées devant la Commission électorale nationale afin qu'une enquête soit ouverte.

20. Étant donné que la rédaction de la première version du présent rapport a été achevée quelques jours seulement après les élections et avant les résultats définitifs (attendus le 26 juin), les présentes constatations sont provisoires. Le Rapporteur spécial compte formuler davantage d'observations sur les enseignements tirés de ces élections dans son rapport suivant.

V. Objectifs de référence

21. Le Rapporteur spécial a défini 20 objectifs de référence afin d'aider les autorités cambodgiennes à promouvoir la mise en œuvre des droits de l'homme dans le pays. Ces objectifs couvrent toute une série de droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. L'annexe I du présent document contient des renvois détaillés aux recommandations du Comité des droits de l'homme, accompagnés de délais suggérés de mise en œuvre, qui sont fixés principalement pendant la période 2022-2023. Ces objectifs de référence sont décrits ci-après.

A. Cesser d'appliquer les lois draconiennes et les modifier

22. L'exiguïté de l'espace politique et civique, qui est le principal problème auquel se heurte actuellement le pays, est dû en partie à l'existence de toute une série de lois draconiennes entravant l'exercice des droits civils et politiques et renforçant le monopole du pouvoir évoqué précédemment. Ces lois ont souvent un champ d'application trop large, ce qui est le signe qu'elles sont excessivement strictes, et prévoient des amendes exorbitantes et des sanctions extrêmement sévères. En bref, elles rendent possible l'instrumentalisation du droit par l'exécutif (« rule by law ») dans le pays et devraient donc être suspendues et modifiées. La liste de ces lois est longue et comprend certaines lois que le Comité des droits de l'homme a expressément mentionnées dans ses dernières observations finales¹³. Par exemple, la loi de 2020 relative à l'administration nationale dans le contexte de l'état d'urgence (ou « loi sur l'état d'urgence ») prévoit que l'état d'urgence peut être déclaré et maintenu pendant une période de trois mois renouvelable. En vertu des dispositions de ce texte, l'exécutif est le seul à être habilité à gérer la situation et il peut ordonner des restrictions à l'exercice de toute une série de droits de l'homme, dont la liberté d'expression et de réunion. À ce jour, cette loi n'a pas été appliquée dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la pandémie faisant l'objet de la loi de 2021 relative aux mesures de prévention de la propagation de la COVID-19 et d'autres maladies contagieuses graves et dangereuses. La nouvelle loi sur la COVID-19 est tout aussi draconienne par sa portée et son contenu et a été utilisée non seulement pour faire face à des problèmes de santé publique, mais aussi pour réduire au silence les personnes qui critiquaient la politique du Gouvernement. Cette « loi COVID-19 » confère aux autorités de larges pouvoirs leur permettant de limiter les

¹² Voir Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme (LICADHO), Rapport préliminaire sur la situation des droits de l'homme pendant les élections communales de 2022, 7 juin 2022. D'après ce rapport, ces élections n'ont pas été surveillées par des observateurs internationaux indépendants.

¹³ [CCPR/C/KHM/CO/3](#).

déplacements, d'imposer des confinements et des placements en quarantaine et de restreindre l'exercice de la liberté d'expression et de réunion pacifique et du droit au travail. Les personnes qui en enfreignent les dispositions sont passibles de peines de réclusion de vingt ans ainsi que de lourdes amendes. D'après les informations reçues, plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées et certaines ont été inculpées au titre de cette loi.

23. Une attention particulière doit également être accordée aux articles suivants du Code pénal : a) articles 305 et 309 (diffamation publique et procédure y afférente) ; b) article 307 (outrage public et diffamation) ; c) article 425 (falsification d'informations) ; d) article 443 (conspiration avec une puissance étrangère) ; e) article 453 (organisation d'un complot contre le Gouvernement et conspiration en vue de la commission du crime de trahison) ; f) articles 494 et 495 (incitation à commettre un acte susceptible de provoquer des troubles dans le pays). En particulier, les articles relatifs à l'incitation sont devenus essentiels pour les autorités, qui les invoquent pour combattre les « infox », la mésinformation et la désinformation.

24. En outre, il existe certes un nombre considérable de médias au Cambodge, mais ce n'est pas seulement la quantité qui compte. Des cas de harcèlement des journalistes et de professionnels des médias considérés comme critiques à l'égard des autorités sont régulièrement signalés ; en 2021, l'Association de l'alliance des journalistes cambodgiens a fait état d'environ 96 attaques lancées contre des journalistes cette année-là¹⁴ et de 23 attaques perpétrées pendant la période allant de janvier à mars 2022¹⁵. Toute une série de lois entravent la liberté d'expression. Parmi elles figurent notamment la loi nationale sur les télécommunications, le *prakas* (décret) relatif à Internet et le récent sous-décret établissant une passerelle Internet unique. Ces textes permettraient aux autorités de surveiller largement les contenus publiés sur Internet et de couper arbitrairement la circulation d'informations. Même si la mise en œuvre de la loi relative à la passerelle Internet a été suspendue récemment en raison du tollé qu'elle a suscité à l'échelon tant mondial que local, cette loi ainsi que d'autres textes devraient être purement et simplement abrogés.

25. En ce qui concerne la liberté d'association et les droits au travail, malgré les modifications apportées en 2019 à la loi relative à l'activité syndicale, l'espace dans lequel peut se déployer la liberté d'expression, de réunion et d'association est limité par le contexte politique général, qui se caractérise par des contrôles et des interdictions imposés depuis le sommet. On en a eu un exemple tout récemment dans le cadre de l'affaire Naga, qui porte sur des actes arbitraires commis contre des grévistes (voir par. 29 ci-après).

26. Pour ce qui est de la société civile, il existe indéniablement une multitude d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'associations au Cambodge, leur nombre étant estimé à 6 000, d'après des sources officielles¹⁶. Cependant, les ONG qui mènent des activités dans le domaine de la défense des droits de l'homme et de l'environnement se trouvent généralement dans une situation délicate vis-à-vis des autorités, celles-ci exerçant des pressions sur elles et surveillant de près leurs activités. Une loi bien connue sur les ONG, la loi relative aux associations et aux organisations non gouvernementales, limite le champ d'action de la société civile. Des discussions qui pourraient déboucher sur des modifications de cette loi sont en cours. Les lois traitant de la participation à la vie politique sont analysées ci-après. Par ailleurs, le Cambodge devrait se doter d'une loi sur la protection des données personnelles.

¹⁴ Voir <https://www.camboja.net/wp-content/uploads/2022/05/Final-of-Cambodian-Journalism-Situation-Report-2021-HIGH.pdf>.

¹⁵ Voir <https://www.camboja.net/wp-content/uploads/2022/04/Quarterly-Report-Jan-Mar-2022-EN-Final.pdf>.

¹⁶ Cambodia human rights situationer, 4 octobre 2021-février 2022, p. 10.

B. Remettre en liberté les défenseurs des droits de l'homme et les dissidents politiques placés en détention et mettre fin aux poursuites intentées contre eux

27. Tout au long de 2021, des défenseurs des droits de l'homme et d'autres personnes considérées comme des opposants au pouvoir en place ont fait l'objet d'arrestations arbitraires, de placements en détention et de poursuites. Au début de l'année 2022, d'après des informations, 2 défenseurs des droits de l'homme, au moins 30 dissidents politiques et 5 journalistes et professionnels des médias étaient encore en détention¹⁷.

28. Rien n'illustre mieux la situation que la série de procédures judiciaires intentées contre des personnes considérées comme hostiles au pouvoir en place. La plus terrible de ces affaires concerne un adolescent de 16 ans atteint de troubles du spectre autistique, qui a été détenu pendant des mois par les autorités au motif qu'il avait insulté le pouvoir en place¹⁸. Il n'a pas été autorisé à avoir des contacts avec sa famille pendant sa garde à vue, son interrogatoire et sa détention. Il aurait été emprisonné parce que son père était un opposant à l'élite du régime et que sa mère était active au sein d'un mouvement de la société civile qui défendait des détenus politiques. Le tribunal qui a condamné cet adolescent aurait dû ordonner qu'il soit soumis à un examen médical réalisé par un médecin indépendant.

29. L'affaire la plus récente, qui date de la fin de l'année 2021, concerne l'arrestation et la détention arbitraires d'un certain nombre de syndicalistes et de travailleurs du casino Naga World qui avaient participé à une grève pacifique de plusieurs mois organisée pour revendiquer le respect du droit de ne pas faire l'objet de licenciements abusifs et pour dénoncer d'autres pratiques¹⁹. Des observateurs des droits de l'homme, dont des fonctionnaires de l'ONU, des représentants de la société civile et des journalistes ont été empêchés de suivre librement toutes les étapes du procès.

30. De même, vers la fin de 2021, des défenseurs des droits de l'homme et des écologistes qui étaient en détention ont été remis en liberté, mais les accusations portées contre eux ont été maintenues et les intéressés sont encore placés sous contrôle judiciaire et soumis à d'autres restrictions sous prétexte de préservation de l'ordre public. Bon nombre d'entre eux étaient détenus depuis longtemps et avaient dû s'acquitter d'amendes infligées à titre de sanction avant leur remise en liberté. Ces individus n'auraient jamais été poursuivis si le climat politique avait été et était plus clément vis-à-vis de la dissidence.

C. Réhabiliter divers partis politiques et les autoriser de nouveau à participer aux élections et garantir la tenue d'élections libres et régulières

31. Cet objectif de référence est étroitement lié à la dissolution du Parti du salut national du Cambodge, qui a suscité de vives critiques. D'autres partis ont également été dissous ou interdits ces dernières années dans des circonstances suspectes. Par exemple, le Parti national du cœur du Cambodge a été radié de la liste des partis agréés et son président est actuellement poursuivi pour falsification d'empreintes digitales²⁰. Au moment de la rédaction du présent rapport, il se trouvait en détention provisoire. Les élections communales, dont il a été question plus haut, constituent non seulement un appel à rétablir le droit d'adhérer à un parti et de mener des activités politiques, mais encore un appel à relever le défi que représentent la tenue d'élections libres et régulières, en prévision des élections nationales de 2023.

32. Certaines lois sont pertinentes de ce point de vue. Les modifications apportées en 2017 à la loi relative aux partis politiques ont conféré des prérogatives aux groupes politiques au pouvoir, ce qui a rendu possible la dissolution arbitraire des partis politiques et l'interdiction

¹⁷ Informations émanant du HCDH, fondées sur le suivi.

¹⁸ <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2021/09/cambodia-un-experts-deeply-disturbed-detention-boy-autism-line-criticism>.

¹⁹ Voir <https://news.un.org/en/story/2022/01/1109172>.

²⁰ Voir <https://www.khmertimeskh.com/501038833/cnhp-leader-vows-to-challenge-legal-action-over-fraudulent-thumbprints/>.

faite aux partis politiques de s'associer à une personne reconnue coupable d'une infraction pénale. Cette interdiction a empêché les figures politiques de l'opposition condamnées par la justice d'avoir quelque relation que ce soit avec leur parti. Une autre modification apportée en 2019 à cette loi a ouvert une brèche permettant aux personnalités politiques bannies de la scène politique de reprendre leurs activités et d'être réintégrées dans leurs droits politiques. Cette modification a conféré en outre un pouvoir considérable au chef de l'exécutif car les membres de l'opposition exclus de la scène politique pourraient se sentir redevables à son égard s'il rétablissait leurs droits. Actuellement, l'on assiste à des manœuvres dynastiques qui ont des incidences sur le droit, la politique et la pratique.

33. Les lois régissant le déroulement des élections donnent lieu à des détournements. En 2015, la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale et la loi relative à la Commission électorale nationale ont été adoptées alors qu'elles contiennent des dispositions limitant les activités menées par les ONG dans le cadre de la surveillance des élections. Les modifications apportées en 2017 à la loi sur l'élection des membres de l'Assemblée nationale ont servi de prétexte pour redistribuer à d'autres partis, en particulier le Parti populaire cambodgien, les sièges du Parti du salut national du Cambodge, après son interdiction.

34. La loi relative aux élections aux conseils communaux et de sangkat telle que modifiée en 2015 permet de prononcer des interdictions extrêmement larges et des sanctions contre les candidats dont les autorités considèrent qu'ils ont causé des troubles à l'ordre public, perpétré des violations, proféré des menaces et commis des actes de violence pendant la campagne électorale. Une modification de la Constitution privant les doubles nationaux du droit d'assumer des fonctions politiques – mesure ciblant les figures politiques cambodgiennes actuellement en exil – a récemment été adoptée²¹. De toute évidence, il importe de modifier ces textes de loi pour répondre aux exigences découlant du présent objectif de référence ainsi que d'autres objectifs en ce qui concerne l'intégration des principes fondamentaux des droits de l'homme dans le processus démocratique.

D. Mettre fin aux procès collectifs d'opposants politiques et créer un espace pour l'engagement en faveur de la démocratie et du pluralisme politique

35. Les procès collectifs, en particulier les procès intentés contre des membres du principal parti d'opposition et des personnes considérées comme hostiles au régime au pouvoir, ont suscité de vives préoccupations et réduit à néant les chances d'instaurer un pluralisme politique. Il convient de signaler que, le 17 janvier 2020, des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont publié une déclaration dans laquelle ils ont fait part de leurs préoccupations concernant le procès pour trahison intenté contre Kem Sokha, l'un des principaux dirigeants de l'opposition, qui n'est pas encore parvenu à son terme, mais qui a été suspendu en raison de la pandémie de COVID-19. Les audiences ont repris récemment²².

36. Le premier procès collectif a débouché sur la condamnation par contumace, le 1^{er} mars 2021, de neuf hauts responsables de l'ancien Parti du salut national du Cambodge, dont Sam Rainsy, l'une des principales figures de l'opposition, qui avaient été accusés de tentative de crime et d'attaque et de mise en péril des institutions du Royaume du Cambodge au titre des articles 27 et 451 du Code pénal et qui ont été condamnés à de lourdes peines. Vers la fin de 2021, les procès collectifs de membres de l'opposition ont repris après une accalmie due en partie à la pandémie. Ces procès visent plus de 150 opposants politiques réels ou présumés au régime actuel, qui sont en attente de jugement depuis environ cinq ans.

37. Le deuxième procès collectif a abouti à la condamnation le 17 mars 2022 de 21 personnes soupçonnées d'être affiliées au Parti du salut national du Cambodge, parmi

²¹ Voir <https://www.loc.gov/item/global-legal-monitor/2021-12-21/cambodia-ninth-amendment-to-constitution-passed-banning-dual-citizenships-in-countrys-four-highest-offices/#:~:text=Article%20Cambodia%3A%20Ninth%20Amendment%20to,%2FRKM%2F1121%2F016>.

²² Voir <https://thediplomat.com/2022/01/cambodia-resumes-treason-trial-of-opposition-leader-kem-sokha/>.

lesquelles figuraient 7 responsables, qui ont été condamnés à dix ans de réclusion, et 14 sympathisants et proches de sympathisants, qui ont été condamnés à cinq ans d'emprisonnement. Le troisième procès collectif, qui concerne 60 accusés, est en cours depuis le 26 novembre 2020 et le jugement devrait être prononcé le 14 juin 2022. Un quatrième procès collectif, qui concerne 76 accusés, qui avait été suspendu pendant le pic de la pandémie de COVID-19, n'a pas encore repris.

38. Parmi les irrégularités inhérentes à ce type de procès, on peut citer l'absence d'éléments de preuve crédibles, le non-respect du droit à un procès équitable et des garanties d'une procédure régulière et le fait que plusieurs accusés ont été jugés par contumace, ce qui est contraire aux garanties relatives aux droits de l'homme. En conséquence, des commentateurs ont qualifié ces procès de « procès pour l'exemple » et de « chasse aux sorcières »²³.

E. Garantir l'indépendance et la transparence du système judiciaire et des activités des praticiens du droit, dont les procureurs et les avocats

39. L'indépendance et la transparence du système judiciaire est un problème ancien, qui a été mentionné il y a plusieurs décennies dans des résolutions des organes de l'ONU concernant le Cambodge. Depuis quelque temps, des membres de l'appareil judiciaire et des praticiens du droit sont étroitement liés au parti au pouvoir et il arrive que certains siègent au sein de divers comités essentiels dudit parti. En conséquence, l'indépendance et l'impartialité des juges sont compromises tant sur la forme que sur le fond – ambivalence qui a été soulignée expressément par le Comité des droits de l'homme²⁴. En 2014, trois lois ont été adoptées, ce qui a ouvert une brèche permettant à l'exécutif de s'ingérer dans les activités des organes judiciaires et des institutions connexes. Il s'agit de la loi sur l'organisation des tribunaux, la loi relative au statut des juges et des procureurs et la loi relative à l'organisation et au fonctionnement du Conseil suprême de la magistrature.

40. De plus, le système judiciaire et son personnel ne parviennent toujours pas à jouer le rôle qui pourrait être le leur, à savoir faire en sorte que des enquêtes soient ouvertes sur les affaires de violations des droits de l'homme et que justice soit rendue. Cela vaut pour les diverses affaires de meurtre et de disparition forcée dont il est question dans la suite du présent rapport.

F. Remédier à la surpopulation dans le système pénitentiaire et adopter davantage de mesures non privatives de liberté, notamment à l'égard des personnes en attente de jugement

41. La situation des détenus et des personnes privées de liberté dans les prisons n'a cessé de susciter des inquiétudes, que la pandémie de COVID-19 a rendues encore plus vives. Les prisons cambodgiennes, qui accueillent près de 40 000 détenus, ont un taux de surpopulation supérieur à 300 %, ce qui rend l'application de mesures de distanciation sociale pratiquement impossible. Les mesures de sécurité devraient être conformes aux directives de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)²⁵.

42. D'une manière générale, un système de justice pénale fondé sur la qualité suppose que l'on applique systématiquement des mesures de substitution à la privation de liberté, en particulier à l'égard des personnes en détention provisoire, des petits délinquants et des détenus vulnérables tels que les personnes souffrant d'une maladie chronique, les mineurs, les femmes enceintes et les femmes accompagnées d'enfants. Dans le cadre de ses discussions avec des représentants du Ministère de la justice, du Ministère de l'intérieur et

²³ Voir <https://www.nytimes.com/2022/03/17/world/asia/cambodia-trial-hun-sen.html>.

²⁴ CCPR/C/KHM/CO/3.

²⁵ Voir OMS, « Checklist to evaluate preparedness, prevention and control of COVID-19 in prisons and other places of detention », à l'adresse <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/336525/WHO-EURO-2020-1405-41155-55954-eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y> (document consulté le 15 mai 2022).

de l'ordre des avocats, le Rapporteur spécial a appris que des améliorations avaient récemment été apportées à la réforme du droit et au système de justice pénale et que l'objet de ces modifications était de généraliser la fourniture d'une aide juridictionnelle et d'offrir des possibilités de règlement extrajudiciaire des litiges. L'arriéré d'affaires en attente de jugement dans les tribunaux de première instance est en train d'être résorbé et de nouvelles dispositions sur la libération conditionnelle prévoyant des mesures non privatives de liberté et des possibilités de mise en liberté sous caution ou de mise en liberté provisoire ont été adoptées.

43. Toutefois, le nombre considérable de détenus, en particulier de personnes détenues dans l'attente de leur jugement, demeure extrêmement préoccupant. D'importantes améliorations de fond devraient être apportées au système de justice pénale afin de remédier à la surpopulation carcérale et de généraliser le recours aux mesures non privatives de liberté. En outre, le droit d'accéder aux détenus devrait être accordé au moins aux représentants de l'ONU, afin que les intéressés puissent être entendus dans le cadre d'entretiens pleinement confidentiels.

G. Étudier les possibilités d'appliquer des mesures de réadaptation plutôt que des sanctions punitives dans les affaires liées aux stupéfiants

44. La plupart des personnes détenues dans les établissements pénitentiaires ayant fait l'objet d'une condamnation pour des infractions à la législation sur les stupéfiants, il importe d'étudier les possibilités d'appliquer des mesures de réadaptation plutôt que des sanctions punitives. Cette question est liée à d'autres préoccupations telles que la nécessité de procéder à une révision de la loi de 2012 relative au contrôle des drogues, dont l'application aboutit actuellement à un nombre excessif de condamnations à des peines privatives de liberté plutôt qu'à des solutions de substitution telles que la prise en charge par la communauté et les mesures de réadaptation. Parfois, des personnes perçues comme étant impliquées dans un trafic de drogue, qui sont souvent issues de communautés pauvres, sont placées en détention malgré l'absence d'éléments probants. Le genre joue également un rôle : alors que les personnes détenues pour des infractions à la législation sur les stupéfiants représentent 57 % de l'ensemble de la population carcérale au Cambodge, les femmes détenues pour ce type d'infraction constituent 73 % de la population carcérale féminine²⁶.

H. Assurer un suivi efficace des affaires de disparition forcée et d'autres graves violations dont les victimes sont des Cambodgiens et des étrangers, en particulier pour mettre fin au climat d'impunité

45. Nombre d'affaires n'ont pas encore fait l'objet d'une enquête efficace et sont encore en attente d'examen. On peut citer l'affaire Kem Ley, qui concerne le meurtre par balle d'un célèbre commentateur politique, survenu en 2016. Plus récemment, un sympathisant du Parti du salut national du Cambodge, Sin Khon, dont le Comité des droits de l'homme avait mentionné le cas, a été tué à coups de machette dans des circonstances troubles²⁷. Un suspect a été arrêté, mais les motifs de ce crime sont encore obscurs, ce qui permet de supposer qu'il s'agit d'un assassinat politique.

46. S'agissant des affaires concernant des étrangers, on peut citer le cas cité par le Rapporteur spécial dans son précédent rapport de la disparition forcée du militant thaïlandais pour la démocratie Wanchalearm Satsaksit, qui a été enlevé non loin de son appartement à Phnom Penh. On ne dispose d'aucune information sur ce qu'il est advenu de lui ni sur le lieu où il se trouve. Cette disparition inquiétante devrait faire immédiatement l'objet d'une enquête efficace et impartiale.

²⁶ Communication soumise par Amnesty International au Comité des droits de l'homme, disponible à l'adresse https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2fCCPR%2fICO%2fKHM%2f42320&Lang=en, p. 7 (document consulté le 15 mai 2022).

²⁷ CCPR/C/KHM/CO/3, par. 20, 38 et 39.

I. Prêter attention à l'accroissement de l'endettement, qui est la cause de la perte de terres utilisées comme garantie pour des prêts de microfinance et de la réduction de la sécurité alimentaire

47. L'accroissement de l'endettement représente un problème majeur depuis cinq ans, celui-ci étant la cause de la perte par les populations rurales des terres qu'elles avaient utilisées comme garantie pour obtenir un microcrédit. Les prêteurs sont des institutions de microfinance qui ont souvent des liens avec des sources extérieures de financement. Ce problème a attiré l'attention non seulement de la société civile mais aussi de la Banque mondiale.

48. Afin de réglementer ces activités, le Cambodge s'est doté de textes normatifs tels que les *prakas* (décrets) sur le risque de crédit et les prêts²⁸. La situation des pauvres qui n'ont pas d'autre choix que de céder des terres qu'ils avaient utilisées comme nantissement d'un prêt est alarmante, compte tenu en particulier de l'accroissement de la dette et de l'aggravation de la pauvreté provoqués par la pandémie de COVID-19. Les pouvoirs publics devraient intervenir plus directement pour réglementer les pratiques financières préjudiciables et surveiller les activités des prêteurs.

49. En outre, la question de la sécurité alimentaire s'est posée non seulement pendant la pandémie, mais aussi depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Les prix et les pénuries ont augmenté de manière inquiétante dans le pays, ce qui a amené le Gouvernement à apporter un soutien matériel aux groupes vulnérables.

J. Améliorer l'accès à l'éducation et garantir le retour à l'école après les perturbations causées par la pandémie, l'objectif essentiel étant de combler le fossé numérique entre nantis et démunis et de promouvoir les programmes éducatifs de type formel et de type non formel correspondants

50. Avant la pandémie, l'accès à l'éducation, en particulier dans le primaire, était satisfaisant dans le pays. La pandémie a eu pour effet de contraindre les autorités à fermer les écoles pendant près d'un an entre 2020 et 2021 et de rendre le passage à l'enseignement en ligne inévitable et, de surcroît, elle a poussé les enfants issus de groupes économiquement défavorisés à sortir du système scolaire. Un fossé numérique sépare les nantis des démunis.

51. Les résultats d'une étude récente montrent que les élèves ont subi une perte d'apprentissage pendant la pandémie²⁹. Les autorités devraient prendre des mesures plus énergiques pour remédier à cette situation et faire en sorte que les cours reprennent en toute sécurité et que les élèves qui ont interrompu leur scolarité retournent à l'école, et reconnaître l'éducation comme un élément essentiel du capital national permettant d'assurer un développement durable. À cette fin, un vaste programme de protection sociale devrait être adopté et des ressources devraient être prévues pour que les enfants aient accès à l'éducation, soient scolarisés et achèvent leur scolarité.

K. Allouer des ressources supplémentaires au secteur social compte tenu de la réduction des dépenses publiques dans ce domaine au cours des dernières années écoulées

52. La pandémie met à rude épreuve les budgets de tous les pays et l'une des principales difficultés qu'elle engendre concerne l'allocation du maximum de ressources disponibles à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Au Cambodge, l'investissement

²⁸ Voir <https://thediplomat.com/2022/05/is-cambodias-government-ready-to-tackle-the-problems-in-its-microfinance-sector/>.

²⁹ Voir <https://www.unicef.org/cambodia/press-releases/new-research-confirms-cambodian-children-experienced-extensive-learning-loss-during>.

dans le secteur social est encore insuffisant et la réduction du budget de l'éducation constitue un problème majeur auquel il faudrait trouver une solution.

53. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), dans l'éducation, l'allocation budgétaire exprimée en pourcentage du produit intérieur brut nominal est passée de 3,4 % en 2020 à 2,9 % en 2021 alors que, dans la santé, cette allocation est demeurée stable, s'établissant à 1,9 % aussi bien en 2020 qu'en 2021 (pourcentage ne comptabilisant pas les dépenses effectives considérables qui ont été faites dans le contexte de la pandémie de COVID-19)³⁰.

L. Garantir à certains groupes – femmes, enfants, personnes handicapées, travailleurs migrants, peuples autochtones, minorités et personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes – une protection et une assistance complètes prenant en compte les questions de genre

54. Compte tenu de la limite du nombre de mots qu'il est tenu de respecter, le Rapporteur spécial invite le lecteur à consulter les informations détaillées concernant certains groupes qui sont fournies dans son précédent rapport³¹. De toute évidence, des recoupements existent entre les caractéristiques de ces groupes et les problèmes auxquels ils se heurtent. La loi relative à la prévention de la violence familiale et à la protection des victimes devrait être révisée afin de réserver aux victimes un traitement qui tienne davantage compte de leurs besoins et d'éviter de réactiver leurs traumatismes. Une plus grande présence des femmes à des postes clés, notamment au sein de l'appareil judiciaire, serait souhaitable.

55. La violence familiale à l'égard des enfants est exacerbée par le fait que les parents sont encore autorisés par la loi à infliger des châtiments corporels à leurs enfants. On craint actuellement que cette pratique s'intensifie compte tenu de la pandémie.

56. Pour ce qui est des enfants en conflit avec la loi, une loi sur la justice pour mineurs a été adoptée en 2016, mais il n'existe toujours pas de tribunaux aux affaires familiales ni même de juges spécialisés dans les affaires concernant des mineurs. Des mesures de substitution à la détention devraient être adoptées et d'autres solutions devraient être élaborées dans le cadre de la justice réparatrice, en collaboration avec les familles et les communautés. Le Rapporteur spécial a été informé de la création d'un centre de réadaptation pour jeunes qui a été mis en place afin d'éviter que des enfants ne soient placés en détention. Ce centre devrait être géré selon des modalités d'exploitation normalisées, le but étant d'offrir un environnement adapté aux enfants qui y seront accueillis et de leur proposer des possibilités d'éducation et de formation. En parallèle, il conviendrait de promouvoir la désinstitutionnalisation et la réadaptation à base communautaire. Les ONG que le Rapporteur spécial a rencontrées au cours de l'année écoulée ont invité les autorités à procéder à une analyse de la situation des enfants migrants qui pourraient se trouver en détention et à un examen de suivi, conformément au rapport sur la situation des enfants privés de liberté publié par l'ONU³². Une loi interdisant l'infliction de châtiments corporels aux enfants dans le cadre familial devrait être adoptée. Une loi sur la protection de l'enfance élaborée sur la base de la Convention relative aux droits de l'enfant devrait également être adoptée.

57. Le Cambodge a entamé des travaux en vue de modifier sa loi sur les personnes handicapées. Dans ce contexte, la question de la participation éclairée des personnes handicapées au processus de réforme ainsi que de l'incorporation du principe d'aménagement raisonnable dans la loi et la pratique doit être prise en considération. En outre, l'importance que revêt l'emploi de méthodes humaines permettant aux personnes présentant un handicap psychosocial de vivre dans la société sans être soumises à des méthodes coercitives est souvent sous-estimée.

58. Le pays compte une multitude de peuples autochtones et s'est doté d'une politique nationale portant expressément sur ces communautés. Un problème qui a été mis en évidence

³⁰ Voir UNICEF, « Country office annual report 2021 » à l'adresse <https://www.unicef.org/media/115856/file/Cambodia-2021-COAR.pdf%2013%20May%2022>.

³¹ A/HRC/48/79, par. 52 à 64.

³² A/74/136.

au cours de l'année écoulée a été la question des terres autochtones associées à des « droits fonciers non contraignants », qui sont enregistrés auprès d'un organe local mais qui ne constituent pas un titre de pleine propriété et sont utilisés comme nantissement d'un prêt³³. En conséquence, ces terres sont perdues si la personne qui a demandé un tel prêt n'est pas en mesure de rembourser sa dette. La communauté concernée se retrouve ainsi privée d'un bien qui devrait être protégé par un droit de propriété collectif.

59. Certains peuples autochtones du pays appartiennent aussi à une minorité, alors que certaines minorités, dont la communauté vietnamienne et la communauté musulmane, ne sont pas des communautés autochtones. L'accès aux droits fondamentaux que sont le droit à l'enregistrement des naissances, à l'éducation, au travail et à la nationalité pose des problèmes récurrents. Au cours de l'année, le Rapporteur spécial s'est inquiété du sort réservé aux personnes d'origine vietnamienne déplacées de la région du lac Tonle Sap et a engagé instamment les autorités à ne pas expulser ces personnes, en particulier pendant la pandémie.

60. En ce qui concerne les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, des cas de discrimination et de violence, notamment de harcèlement entre jeunes enfants, ont été signalés. La participation du Cambodge à l'Examen périodique universel a ouvert la voie à des réformes potentiellement constructives. On retiendra premièrement qu'une loi sur l'interdiction de la discrimination couvrant la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et sur l'identité de genre et protégeant les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes pourrait être adoptée. Deuxièmement, le pays devrait se doter d'une loi définissant l'identité de genre, un tel texte revêtant une importance cruciale pour les communautés transgenres. Troisièmement, le Cambodge est disposé à étudier la possibilité d'adopter une loi légalisant le mariage entre personnes de même sexe.

M. Promouvoir la participation effective des communautés locales à la protection des ressources naturelles, en particulier les biens fonciers et les titres de propriété foncière, ainsi qu'à la privatisation des terres domaniales et adopter des garanties contre les ingérences de groupes défendant des intérêts particuliers généralement liés au pouvoir en place

61. La lutte pour les terres et les ressources dans un contexte de croissance économique, qui est l'une des causes de conflit les plus évidentes depuis quelques années, met en péril la conservation des forêts et des ressources naturelles. Au cours de l'année écoulée, plusieurs incidents se sont produits aux environs de Phnom Penh et dans les zones rurales. Il s'agissait généralement de litiges entre communautés locales et personnes venues d'ailleurs. La construction et la modernisation qui y est associée peuvent causer des dommages à l'environnement si le processus de développement ne s'accompagne pas de contrôles croisés.

62. La question des ressources naturelles, en particulier des biens fonciers et des titres de propriété foncière, et la question connexe de la privatisation des terres domaniales doivent être examinées avec la participation effective des communautés locales et des garanties doivent être adoptées pour prévenir les ingérences de groupes défendant des intérêts particuliers, qui sont généralement liés au pouvoir en place. Le Cambodge devrait se doter de garanties contre les expulsions qui soient fondées sur le principe du consentement libre, préalable et éclairé. Ces garanties devraient être utilisées dans le cadre des négociations menées avec les communautés traditionnelles au sujet de l'utilisation des terres ainsi que dans le contexte de l'élaboration de mesures visant à combattre efficacement l'accaparement des terres par des personnes qui s'y installent illégalement.

³³ Voir <https://www.amnesty.org/en/documents/asa23/5183/2022/en/> et <https://opendevelopmentcambodia.net/topics/land-tenure-and-titling/>.

N. Mettre en place des programmes complets d'atténuation et d'adaptation afin de lutter contre les changements climatiques

63. Les changements climatiques représentent un problème majeur pour le Cambodge pour ce qui est de l'utilisation et de la préservation des ressources naturelles. Dans le Rapport sur le développement humain 2020 du Programme des Nations Unies pour le développement, le Cambodge occupe la 144^e position sur 189 dans le classement des pays selon l'indice de développement humain³⁴. Le Rapporteur spécial engage les autorités cambodgiennes à prendre davantage de mesures pour prévenir les émissions de carbone et réduire l'empreinte carbone à l'origine du réchauffement de la planète, à promouvoir l'utilisation d'autres sources d'énergie que les combustibles fossiles et à procéder aux adaptations nécessaires. Le Cambodge s'est doté d'un plan national de lutte contre les changements climatiques pour 2014-2023 et, en 2021, il a adopté une stratégie à long terme visant à atteindre l'objectif de la neutralité carbone à l'horizon 2050. Comme dans tous les pays, davantage de mesures d'adaptation devraient être prises. En particulier, l'aménagement des villes et du territoire devrait être amélioré et des mesures d'incitation devraient être adoptées, avec la participation de l'ensemble de la population.

O. S'abstenir de demander à d'autres États de procéder à des retours forcés de ressortissants cambodgiens lorsqu'il s'agit de réfugiés reconnus en vertu du droit international et remettre en liberté tous les réfugiés placés en détention après leur expulsion

64. L'expulsion ou le refoulement de réfugiés cambodgiens d'un autre État vers le Cambodge et le placement en détention de ces réfugiés à leur arrivée au Cambodge constituent des phénomènes extrêmement préoccupants. Quatre dissidents cambodgiens expulsés par un État voisin ont été placés en détention à leur retour en 2021. Le Cambodge aurait conclu des accords officieux avec plusieurs pays voisins afin que les pays d'asile potentiels expulsent vers leur pays d'origine les personnes considérées comme hostiles représentants du pouvoir en place.

65. Le Cambodge étant partie à la Convention relative au statut des réfugiés, il devrait s'abstenir de réclamer le retour forcé de ses ressortissants lorsqu'un autre État a accordé aux intéressés le statut de réfugié en vertu du droit international³⁵ et il devrait remettre en liberté tous les détenus qui ont le statut de réfugié.

P. Faire en sorte que les besoins des victimes soient davantage pris en compte par les forces de l'ordre et promouvoir la coopération aux échelons national et international en matière de lutte contre la criminalité afin d'intervenir en cas de signalement de formes d'esclavage moderne telles que la traite et le travail forcé liées à des escroqueries en ligne et d'autres méthodes visant à duper les victimes

66. Au cours de l'année écoulée, les gangs sévissant des deux côtés de la frontière dans des zones où se concentrent divers types d'investissements étrangers se seraient multipliés. Des personnes ont été attirées dans le piège de la traite et du travail forcé après avoir été victimes d'escroqueries en ligne et d'autres méthodes visant à les duper. Ces formes d'esclavage moderne, en particulier les structures que des organisations de la société civile qualifient de « complexes d'esclaves », sont liées aux autorités et à des groupes défendant

³⁴ Voir la note de synthèse pour les pays concernant le Rapport 2020 sur le développement humain, qui peut être consulté à l'adresse <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/KHM.pdf>.

³⁵ Voir aussi Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *People Forced to Flee: History, Change and Challenge* (Oxford, Oxford University Press, 2022) et les documents de référence connexes.

des intérêts particuliers³⁶. Le pays s'est déjà doté d'une loi relative à la lutte contre la traite, qui devrait être appliquée avec rigueur, en prenant les besoins des victimes en considération. Du fait de la nature transfrontière du phénomène, la coopération nationale et internationale en matière de lutte contre la criminalité devrait être renforcée.

Q. Adopter des mesures pour prévenir et éliminer la corruption, en particulier à l'égard des personnes liées au pouvoir en place, afin d'améliorer la transparence et la responsabilisation

67. La question de la corruption a été soulevée dans divers contextes où la situation du Cambodge a été examinée. Selon un indice de la corruption, le Cambodge occupe la 157^e place sur une liste de 180 États, signe que la situation est passablement trouble dans le pays³⁷. Ce résultat est inévitablement lié à la concentration du pouvoir, à la pratique du favoritisme alimenté par les faveurs réciproques, qui est omniprésente du haut en bas de l'échelle. Nombre de suggestions d'amélioration pourraient être formulées à ce sujet mais, le Cambodge étant partie à la Convention des Nations Unies contre la corruption, il a déjà à sa disposition une série de mesures à prendre pour améliorer la transparence. Dans cet instrument, les États parties sont invités à accorder une protection aux lanceurs d'alerte, aux témoins et aux victimes, à surveiller le financement des partis politiques et les interférences entre les élections nationales et les élections communales et à veiller à ce que les hommes politiques et leurs proches déclarent publiquement leurs biens. Cette dernière mesure appelle l'adoption d'une loi sur l'accès à l'information publique.

R. Manifester sa volonté de créer une institution nationale des droits de l'homme et définir un calendrier précis pour sa mise en place et assurer la participation d'un large éventail de parties prenantes, dont les organisations de la société civile

68. La Commission cambodgienne des droits de l'homme, qui est liée au Gouvernement, a commencé à réviser un projet de loi sur la création d'une institution nationale des droits de l'homme et le HCDH a participé à ce processus dans le cadre de diverses consultations. Un séminaire réunissant les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et leurs institutions des droits de l'homme respectives a récemment été organisé afin que les participants échangent des informations et tirent mutuellement parti de l'expérience des uns et des autres. Deux conditions importantes doivent être remplies pour élaborer un projet de loi portant création d'une institution nationale des droits de l'homme : le processus doit être fermement ancré dans le principe de la participation des parties prenantes et les divers acteurs de la société civile doivent être autorisés à participer pleinement aux débats conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris). En résumé, il est crucial que l'institution en cours de création soit indépendante. Cela signifie qu'elle doit jouir d'une totale indépendance vis-à-vis de l'exécutif, que sa composition doit être pluraliste et qu'elle doit pouvoir mener efficacement ses travaux. En outre, compte tenu notamment des doutes émis par les principales ONG au sujet de l'ensemble du processus, en raison du rétrécissement de l'espace politique et civique, il conviendrait de libéraliser cet espace afin de promouvoir une atmosphère dans laquelle la société civile puisse se sentir suffisamment en confiance pour participer aux étapes de la création d'une institution nationale des droits de l'homme.

³⁶ Voir <https://thediplomat.com/2022/03/cambodia-told-to-shut-down-slave-compounds-after-warnings-from-asian-embassies/>.

³⁷ Voir <https://www.transparency.org/en/cpi/2021>.

S. Adopter des mesures pour favoriser le relèvement après la pandémie de COVID-19, dont des mesures visant à lutter contre la pauvreté, à garantir l'accès aux soins de santé et à la revaccination, à offrir des perspectives d'emploi et à assurer l'accès à l'éducation ainsi que d'autres mesures de protection sociale visant aider les groupes défavorisés, conformément aux normes internationales

69. Une attention doit être accordée aux questions économiques, sociales et culturelles afin d'assurer le relèvement et la relance après la pandémie. Les efforts déployés à cette fin devraient tenir compte du fait que le Cambodge est partie au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La pandémie a montré que, si les transferts d'argent liquide ont aidé la population à faire face à la pandémie, il était et il est encore nécessaire d'étendre le programme en vigueur d'aide aux pauvres déplacés à l'intérieur du pays. Il importe en effet de couvrir efficacement d'autres questions, dont les soins de santé, l'accès à l'éducation, la sécurité alimentaire, le recyclage et le perfectionnement des compétences aux fins de l'amélioration des perspectives d'emploi et la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouvent certains groupes mentionnés plus haut, les pauvres, les travailleurs du secteur non structuré et les chômeurs³⁸. En conséquence, un projet de loi sur la protection sociale, une nouvelle loi sur le handicap, une loi sur la protection de l'enfance et une feuille de route nationale pour la couverture sanitaire universelle sont en cours d'élaboration. Tous ces instruments doivent être solidement ancrés dans les droits de l'homme, en particulier dans le principe de non-discrimination.

T. Appuyer les contributions internationales visant à apporter une aide au Cambodge et soutenir la contribution de ce dernier aux efforts de la communauté internationale en matière de coopération technique et de renforcement des capacités

70. Pour ce qui est des questions internationales et historiques, il convient de noter que les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens qui ont eu à examiner les exactions commises sous le régime génocidaire des Khmers rouges au milieu des années 1970 ont reconnu trois accusés coupables. Deux d'entre eux sont décédés. Le troisième, Khieu Samphan, a fait appel de la décision. Récemment, trois autres affaires ont été classées. L'accord sur les dispositions relatives aux fonctions résiduelles pose le cadre de la phase finale des activités des Chambres extraordinaires et de ce qu'elles laissent en partage³⁹. La nécessité de rendre justice aux victimes constitue l'une des priorités de cet organe. La possibilité offerte aux victimes de se constituer partie civile a été extrêmement précieuse car les victimes ont ainsi pu participer aux procédures et obtenir une réparation assurée sous la forme de programmes de développement, ce qui est une nouveauté. Les archives du tribunal devront être bien conservées, être accessibles aux chercheurs et être utilisées dans le cadre de l'enseignement de l'histoire afin que les leçons tirées de la tragédie des années 1970 et suivantes ne soient pas oubliées.

71. En ce qui concerne la coopération technique et le renforcement des capacités, le pays a tiré un énorme profit de l'assistance fournie dans ce domaine pendant trois décennies. Premièrement, l'aide extérieure a été décisive pour la reconstruction des fondements de l'État et le rétablissement de son fonctionnement. Toutefois, il conviendrait de dresser un bilan afin de s'assurer que cette aide n'a pas contribué à aggraver le déficit démocratique et les lacunes en matière de droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne l'espace politique et civique.

³⁸ Voir https://www.iseas.edu.sg/wp-content/uploads/2022/03/ISEAS_Perspective_2022_40.pdf. Voir aussi <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/01/31/productivity-diversification-domestic-investment-are-key-to-cambodia-s-economic-recovery>.

³⁹ Voir <https://www.eccc.gov.kh/en/articles/call-contribution-ideas-extraordinary-chambers-courts-cambodia-eccc-residual-functions>.

72. Deuxièmement, de nouvelles mesures ont déjà été prises dans certains domaines, où des progrès supplémentaires pourront être accomplis. En particulier, les 173 recommandations formulées à l'issue du troisième cycle de l'Examen périodique universel qui ont été acceptées par le Cambodge, notamment celles l'engageant à généraliser l'enregistrement des naissances, offrent des perspectives de coopération, grâce à un nouveau cadre stratégique de développement établi par l'équipe de pays des Nations Unies⁴⁰. Par ailleurs, des mesures devraient être prises pour réserver un traitement adapté aux enfants privés de liberté, comme recommandé dans l'étude mondiale portant sur cette question, et pour améliorer le système judiciaire et social afin de répondre aux besoins des enfants en proie à diverses difficultés, compte dûment tenu des questions de genre. La société civile devrait également bénéficier d'une aide, en particulier d'une assistance et de mesures de renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité numérique et de la protection contre la surveillance et le harcèlement.

73. Troisièmement, le Cambodge est à même d'aider d'autres pays dans le cadre de la coopération technique. Par exemple, il fournit déjà des contingents d'hommes et de femmes, qui participent aux opérations internationales de maintien de la paix. Récemment, il a envoyé des camions remplis de matériel médical à un pays voisin membre de l'ANASE afin de l'aider à combattre la pandémie. Le Cambodge a une riche expérience en matière de déminage dont il pourrait faire bénéficier d'autres pays. La coopération technique et le renforcement des capacités devraient être considérés comme un processus qui va dans les deux sens et qui permet aux parties prenantes de nouer des partenariats et d'éviter de tomber dans une relation de dépendance.

VI. Conclusions et recommandations

74. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial a fait le point sur divers événements marquants, dont les dernières élections communales, et a défini des objectifs essentiels de référence visant à aider les autorités cambodgiennes à accélérer la mise en œuvre des droits de l'homme au niveau national. On trouvera ci-après une série de recommandations dans lesquelles il invite divers acteurs clefs à se mobiliser, en faisant preuve d'empathie et en se tournant vers l'avenir.

75. Le Rapporteur spécial recommande au Gouvernement cambodgien de prendre les mesures ci-après :

a) Mettre en œuvre l'ensemble des droits de l'homme et prendre des mesures afin de remplir les 20 objectifs de référence énumérés dans le présent rapport, en gardant à l'esprit les obligations qui lui incombent en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie et les engagements qu'il a pris dans le cadre de l'Examen périodique universel ;

b) Rectifier les déséquilibres liés aux élections communales de 2022 ;

c) Élargir l'espace politique et civique en vue des élections nationales de 2023, afin notamment de favoriser la création d'un système véritablement multipartite, la tenue d'élections libres et régulières, la réalisation de contrôles croisés permettant de prévenir les abus de pouvoir et l'adoption de garanties propres à assurer la participation de la population et le partage du pouvoir ;

d) Remettre en liberté les défenseurs des droits de l'homme, les dissidents politiques, les journalistes et les professionnels des médias ainsi que les défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie qui se trouvent en détention, mettre fin aux poursuites judiciaires intentées contre ces personnes ainsi qu'aux actes de harcèlement et aux attaques qui les prennent pour cible ;

e) Suspendre et modifier les lois, politiques et pratiques contraires aux droits de l'homme, dont la loi relative à l'état d'urgence, la loi relative aux mesures de prévention de la propagation du COVID-19 et d'autres maladies contagieuses graves et dangereuses (« loi anti-COVID »), les diverses lois entravant l'exercice de la liberté

⁴⁰ Voir A/HRC/41/17 et A/HRC/41/17/Add.1, par. 2.

d'expression et d'autres libertés et limitant les activités des ONG, de même que les lois relatives aux partis politiques et aux élections ;

f) Prendre des mesures pour atténuer la vulnérabilité de certains groupes et lutter contre la violence et la discrimination dont ils sont victimes en tenant compte des questions de genre et des recouvrements existants entre les diverses difficultés auxquelles ils se heurtent ;

g) Distribuer équitablement les ressources afin de favoriser le relèvement du pays après la pandémie de COVID-19 ;

h) S'ouvrir au pluralisme politique et garantir le respect de la séparation des pouvoirs et des fonctions afin notamment de protéger le pouvoir judiciaire contre toute ingérence de l'exécutif ;

i) Coopérer efficacement avec la société civile et les organes des Nations Unies afin de promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment en offrant une éducation aux droits de l'homme et un enseignement de qualité de l'histoire nationale ;

j) Proposer des services d'assistance technique et de renforcement des capacités à d'autres États dans des domaines où le Cambodge peut apporter une valeur ajoutée.

76. Le Rapporteur spécial recommande aux organisations de la société civile et aux autres parties prenantes concernées de prendre les mesures ci-après :

a) Continuer d'œuvrer en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme et de collaborer dans ce cadre ;

b) Surveiller la mise en œuvre de tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels dans le pays, en particulier à la lumière des objectifs de référence définis dans le présent rapport ;

c) Se préparer à surveiller les élections nationales de 2023 et à faire en sorte qu'elles se déroulent en toute transparence ;

d) Défendre les victimes et agir en leur nom, en tenant dûment compte de la nécessité de les protéger contre les représailles lorsqu'elles soumettent des demandes de réparation et d'établissement des responsabilités ;

e) Promouvoir l'éducation aux droits de l'homme et la connaissance de l'histoire du pays.

77. Le Rapporteur spécial recommande aux organes de l'ONU et à la communauté internationale de prendre les mesures ci-après :

a) Appuyer et surveiller la mise en œuvre de l'ensemble des droits de l'homme compte tenu des objectifs de référence définis dans le présent rapport afin d'assurer l'efficacité de l'application de ces droits ;

b) User de leur influence pour libéraliser l'espace politique et civique et l'orienter vers une démocratie pluraliste, un système multipartite, des élections libres et régulières, des contrôles croisés, la participation du peuple, le partage du pouvoir et la séparation des pouvoirs et des fonctions ;

c) Adopter des mesures de relèvement après la COVID-19 qui soient conformes aux normes internationales afin notamment d'appliquer des mesures de protection sociale de manière inclusive et efficace dans le pays ;

d) Aider la société civile à promouvoir et à protéger les droits de l'homme et lui fournir une assistance technique, notamment dans le domaine de la sécurité numérique ;

e) Faire le bilan des activités menées au titre de la coopération technique et du renforcement des capacités dont le Cambodge a bénéficié à ce jour, empêcher que des irrégularités soient commises dans le cadre de ce processus et miser sur les domaines dans lesquels la communauté internationale peut apporter une valeur ajoutée pour ce qui est des garanties favorisant la paix, la démocratie, les droits de l'homme et le

développement durable, en gardant à l'esprit l'héritage historique qui doit être transmis aux générations futures en tant que force constructive permettant de préparer l'avenir.

Annex I

20 Benchmarks on Human Rights Implementation in Cambodia: Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia Annual Report 2022

No.	Recommendations by human rights mechanisms	Benchmark	Timeframe for achievement
1.	<p>The State party should review and amend its laws on states of emergency and COVID-19, in order to ensure their full compliance with the requirements of article 4 of the Covenant, as interpreted in the Committee's general comment No. 29 (2001) on derogations from provisions of the Covenant during a state of emergency and the Committee's Statement on derogations from the Covenant in connection with the COVID-19 pandemic. The State party should guarantee that any measure introduced to protect the population in the context of a state of emergency, including a pandemic, are temporary, proportionate and strictly necessary, and subject to judicial review. The State party should ensure that the review and amendment of such legislation involves an open, transparent and meaningful consultation process with a wide range of stakeholders, including civil society organisations. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 11)</p> <p>The Committee reiterates its previous recommendation on freedom of expression and urges the State party to take immediate measures to ensure that everyone can freely exercise the right to freedom of expression, in accordance with articles 19 of the Covenant and the Committee's general comment No. 34 (2011) on freedoms of opinion and expression. In doing so, the State party should:</p> <p>...</p> <p>(d) Review and revise its current and pending legislation, including the Sub-Decree on National Internet Gateway and the amendments to the Press Law and the draft laws on cybercrimes and on access to information, to avoid the use of vague terminology and overly broad restrictions;</p> <p>(e) Ensure that in the formulation and enforcement of its legislation, including Ministerial Sub-Decrees, any restrictions on the exercise of freedom of expression and association comply with the strict requirements of articles 19 (3) and 22 of the Covenant. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 35)</p> <p>In accordance with article 21 of the Covenant and in light of the Committee's general comment No 37 (2020) on the right of peaceful assembly, the State party should:</p> <p>(a) Expedite its efforts to revise its current and pending legislation, including the amendments to the Law on Associations and Non-Governmental Organisations, and on the draft Law on Public Order; as well as its practices, to ensure that individuals fully enjoy, both in law and in practice, their right of peaceful assembly; and to ensure there is a meaningful, open and transparent</p>	<p>Desist from applying and Reform draconian laws:</p> <p>Review and amend draconian instruments, and avoid adopting new laws and policies of a politically cloistering kind.</p>	2022–2023
	<p>Reform existing legislation in relation to COVID 19 to ensure accordance with international instruments.</p>		
	<p>Revise laws and practices impeding civil and political rights, including freedom of expression peaceful assembly and association</p>		

No.	Recommendations by human rights mechanisms	Benchmark	Timeframe for achievement
	<p>consultation with civil society organisations and any other relevant stakeholders in all revision exercises;</p> <p>(b) Ensure that any restrictions on the right of peaceful assembly, including through the application of administrative and criminal sanctions against individuals exercising that right, comply with the strict requirements of article 21 of the Covenant</p> <p>...</p> <p>(CCPR/C/KHM/CO/3, para. 35)</p>		
2.	<p>The Committee reiterates its previous recommendation on freedom of expression and urges the State party to take immediate measures to ensure that everyone can freely exercise the right to freedom of expression, in accordance with articles 19 of the Covenant and the Committee’s general comment No. 34 (2011) on freedoms of opinion and expression. In doing so, the State party should:</p> <p>(a) Refrain from prosecuting and imprisoning journalists, human rights defenders and other civil society actors as a means of deterring or discouraging them from freely expressing their opinions.</p> <p>...</p> <p>(c) Decriminalize defamation and bring any other relevant provisions of the Criminal Code; and of the Law on Telecommunication into line with article 19 of the Covenant</p> <p>...</p> <p>(CCPR/C/KHM/CO/3, para. 35)</p> <p>The Committee reiterates its previous recommendation on freedom of expression and urges the State party to take immediate measures to ensure that everyone can freely exercise the right to freedom of expression, in accordance with articles 19 of the Covenant and the Committee’s general comment No. 34 (2011) on freedoms of opinion and expression. In doing so, the State party should:</p> <p>(a) Refrain from prosecuting and imprisoning journalists, human rights defenders and other civil society actors as a means of deterring or discouraging them from freely expressing their opinions;</p> <p>(b) Prevent acts of harassment, intimidation and arbitrary restrictions or arrests of journalists, activists, human rights defenders who merely criticize public officials or government policies;</p> <p>...</p> <p>(CCPR/C/KHM/CO/3, para. 35)</p>	<p>Release detained human rights defenders and political dissidents and drop the charges against them:</p> <p>Strengthen the capacity of independent media, particularly in terms of investigative reporting and political analysis</p> <p>Respect human rights defenders and civil society actors</p> <p>Refrain from prosecuting, harassing and attacking journalists and advocates/defenders of human rights, of environmental protection and of democracy, and Counter impunity</p>	2022–2023

No.	Recommendations by human rights mechanisms	Benchmark	Timeframe for achievement
	<p>In accordance with article 21 of the Covenant and in light of the Committee's general comment No 37 (2020) on the right of peaceful assembly, the State party should:</p> <p>...</p> <p>(d) Prevent all forms of harassment and intimidation against members of civil society organisations, trade unions and political parties and ensure that they can freely exercise their work and activities. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 37)</p> <p>The Committee urges the State party to take all necessary measures to combat the culture of violence and impunity prevalent in the State party, and for the protection of human rights defenders, including indigenous leaders, peasant activists engaged in defending the economic, social and cultural rights of their communities against any intimidation, threat and violence, whether perpetrated by State security forces and agents or non-State actors. It also calls on the State party to ensure that all alleged cases of repression and abuse are promptly and thoroughly investigated, and that alleged perpetrators are prosecuted and appropriately punished, if found guilty. The Committee requests the State party to provide, in its next periodic report, detailed information on the progress made in preventing and punishing the repressions and abuses.</p> <p>(E/C.12/KHM/CO/1, para. 41)</p>		
3.	<p>The State party should bring its electoral regulations and practices into full compliance with the Covenant, including article 25, inter alia by:</p> <p>...</p> <p>(d) Ensuring the full and meaningful enjoyment of electoral rights by everyone, including opposition political candidates; and that all political parties can conduct an equal, free and transparent electoral campaign.</p> <p>...</p> <p>(f) Strengthening the judicial and electoral mechanisms to ensure a fair electoral process, particularly in time for the 2022 commune elections and the 2023 national elections.</p> <p>(CCPR/C/KHM/CO/3, para. 39)</p>	Restore and re-enfranchise a variety of political parties, and Ensure free and fair elections	2022–2023
4.	<p>The State party should bring its electoral regulations and practices into full compliance with the Covenant, including article 25, inter alia by:</p> <p>(a) Ending all acts of harassment, intimidation, arbitrary arrests, and acts of violence against members and supporters of opposition parties;</p>	End mass trials of political opposition and Guarantee space to engage in democracy and political pluralism:	2022–2023

No.	Recommendations by human rights mechanisms	Benchmark	Timeframe for achievement
	<p>(c) Ending all mass trials against members of the opposition and ensuring that all proceedings brought against them, as well as against human rights defenders, conform to all procedural guarantees of the Covenant;</p> <p>...</p> <p>(e) Guaranteeing the freedom to engage in pluralistic political debate, including by facilitating peaceful demonstrations and meetings and by refraining from using criminal laws to suppress such right or to exclude opposition candidates from electoral processes</p> <p>...</p> <p>(CCPR/C/KHM/CO/3, para. 39)</p>	<p>Release those who are detained or in prison for their political affiliations</p>	
5.	<p>The State party should take all necessary measures to safeguard, in law and in practice, the full independence, impartiality and safety of judges and prosecutors. The State party should take specific measures to prevent judges from being influenced in their decision-making by any form of political pressure, including by ensuring that procedures for the selection, appointment, suspension, removal and disciplining of judges and prosecutors are in compliance with the Covenant and relevant international standards. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 33)</p>	<p>Ensure independence and transparency of the judiciary and related personnel such as prosecutors and lawyers</p>	2022–2023
6.	<p>The State party should intensify its efforts to ensure that the conditions of detention are in full compliance with relevant international human rights standards, including the United Nations Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners (the Nelson Mandela Rules). It should, in particular:</p> <p>(a) Significantly reduce overcrowding in prisons, particularly through the wider application of non-custodial measures as an alternative to imprisonment. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 25)</p> <p>The State party should take effective legal and other measures to ensure that pre-trial detention is only used as an exceptional measure for a limited period of time, particularly in relation to mothers with young children; and intensify the use of alternative measures to pre-trial detention. The State party should ensure that all legal safeguards are guaranteed in practice to all persons deprived of their liberty from the very outset of their detention, including by formally adopting the draft Legal Aid Policy so as to ensure that legal assistance is available to all individuals charged with a crime. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 27)</p>	<p>Improve the overload of the prison system and Adopt more non-custodial measures, especially in relation to pre-trial cases:</p> <p>Improve the promotion of the rule of law and Strengthen access to legal aid and assistance</p>	2022–2023

No.	Recommendations by human rights mechanisms	Benchmark	Timeframe for achievement
	The State party should intensify its efforts to ensure the effective implementation of the Law on Juvenile Justice and that children in conflict with the law are treated in a manner commensurate with their age. The State party should also ensure that pre-trial detention of minors is strictly used in exceptional cases only as a last resort. The State party should consider undertaking a thorough review of cases of children in conflict with the law who will be transferred to the new Youth Rehabilitation Centre in order to evaluate an alternative to detention. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 41)	Outline foreseen implementation of the Law on Juvenile Justice to ensure compliance with international standards	
7.	The State party should: (a) Pursue a comprehensive review of relevant laws, policies and practices vis-à-vis drug-dependent persons, particularly those deprived of their liberty in compulsory drug rehabilitation centres, with a view to bringing them into full compliance with the Covenant. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 29)	Explore more rehabilitative measures rather than retributive sanctions for drug related cases	2022–2023
8.	Concern of the Special Rapporteur expressed in his UNHRC 2021 written report and 2022 oral update	Follow-up effectively on cases of enforced disappearance and other key violations concerning Cambodians and foreign national(s), especially to overcome the atmosphere of impunity	2022–2023
9.	The Committee recommends to the State party to strengthen its strategic interventions in response to the alarming situation of increasing food insecurity. The Committee requests the State party in its next periodic report to provide detailed information on the results of these strategic interventions. (E/C.12/KHM/CO/1, para. 28) Concern of the Special Rapporteur expressed in his UNHRC 2022 oral update: the situation is aggravated by recent rise in oil prices and potential food famine due to the war in Ukraine.	Give attention to increasing indebtedness, leading to loss of land as collateral of loans inked with microfinance, and diminishing food security	2022–2023
10.	The Committee recommends that the State party ensure adequate budget allocation for all levels of education especially basic education, and the transparency of the allocation and disbursement system for the implementation of the right to education. The Committee also recommends that the State party expand non-formal education programmes, particularly for out-of-school girls. (art. 13) (E/C.12/KHM/CO/1, para. 43)	Improve access to and resumption of education, after the disruption caused by the pandemic, essentially to overcome the online gap between those who have and those who have not, and to promote related formal and non-formal education programmes.	2022–2023

No.	Recommendations by human rights mechanisms	Benchmark	Timeframe for achievement
11.	<p>The Committee draws the attention of the State party to its statement on “An evaluation of the obligation to take steps to the ‘maximum of its available resources’ under an Optional Protocol to the Covenant” (E/C.12/2007/1), and recommends that the State party increase its national spending on social services and assistance such as housing, food, health and education so as to achieve, in accordance with article 2, paragraph 1, the progressive realization of the economic, social and cultural rights provided for in the Covenant. The Committee further recommends that the State party allocate sufficient funds for the implementation of its poverty eradication strategy, and ensure the full integration of economic, social and cultural rights in the strategy, as recommended by the Committee in its Statement on “Poverty and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights” (E/C.12/2001/10). (E/C.12/KHM/CO/1, para. 27)</p> <p>The Committee urges the State party to extend the coverage of the social safety nets by developing targeted measures to address the situation of disadvantaged and marginalized individuals and groups, in particular the homeless in urban centres, victims of trafficking, children living on the streets or in conflict with the law, and poor people and households. The Committee further urges the State party to consider establishing a universal social assistance programme to guarantee the enjoyment of the right to social security for everyone in the State party. (arts. 9, 10 and 11) (E/C.12/KHM/CO/1, para. 44)</p>	<p>Allocate additional resources to the social sector, bearing in mind that public expenditure on this front has been declining in recent years:</p> <p>Develop and adopt social protection law in keeping with international standards</p> <p>Develop and adopt a comprehensive social safety net programme with targets for disadvantaged and marginalized individuals</p>	Progressively linked with SDGs 2015–2030
12.	<p>The State party should:</p> <p>(a) Adopt comprehensive legislation prohibiting discrimination, including multiple, direct and indirect discrimination, in all spheres, in both the public and the private sectors, on all the grounds prohibited under the Covenant, including race, colour, sex, political or other opinion, national or social origin, sexual orientation and gender identity, disability, or any other status, and ensure access to effective and appropriate remedies for victims of discrimination;</p> <p>(b) Take effective measures to combat discrimination and exclusion against ethnic minorities, in particular Khmer Krom and Cambodians of Vietnamese origin, including by ensuring that they have access to identity documents;</p> <p>(c) Prevent discrimination and violence against lesbians, gays, bisexuals and transgender persons, as well as against persons with disabilities, including by conducting public awareness-raising campaigns to combat their social stigmatization. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 15)</p> <p>The State party should strengthen the measures aimed at ensuring gender equality, including by:</p> <p>(a) Ensuring that legislation and policies on gender equality are effectively implemented and reviewing the 1997 Labour Law with a view to ensuring the implementation of the principle of equal pay for work of equal value and guaranteeing full protection of domestic workers;</p>	<p>Ensure comprehensive and gender sensitive protection and assistance to special groups, including women, children, persons with disabilities, (migrant) workers, indigenous peoples, minorities and LGBTI communities:</p> <p>Demonstrate commitment to addressing all forms of gender-based violence and to promoting the rights of women and gender equality.</p> <p>Adopt child protection law consistent with international standards</p> <p>Develop and adopt law and policy to protect LGBTI from discrimination and violence, Initiate law and policy to recognize gender identity, and Enact law on same-sex marriage</p>	2022–2023

No.	Recommendations by human rights mechanisms	Benchmark	Timeframe for achievement
	<p>(b) Raising public awareness of the principle of equality between women and men and the need to eliminate gender stereotypes, and ensuring that media outlets promote positive images of women as active participants in public and political life;</p> <p>(c) Intensifying its efforts to achieve, within specific time-frames, the full and equal participation of women in political and public life, including in the National Assembly, ministerial positions, regional and local municipalities, and the judiciary, particularly in decision-making positions. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 17)</p> <p>The State party should:</p> <p>...</p> <p>(e) Ensure that in the context of the COVID-19 pandemic, indigenous peoples have access to information and health care services, including testing, treatment and vaccines. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 41)</p>		
13.	<p>The State party should:</p> <p>(a) Develop and adopt a legal framework to recognize and protect the rights of indigenous peoples, including a simplified procedure for obtaining communal land titles;</p> <p>(b) Ensure full and meaningful consultation with indigenous peoples in matters concerning their rights, in particular their right to free, prior and informed consent, including when granting development projects that may affect their land rights;</p> <p>(c) Continue its efforts to prevent conflicts over land use, including by providing guarantees in relation to land traditionally owned and/or occupied by indigenous peoples;</p> <p>(d) Ensure that indigenous peoples are not relocated without following all legal and procedural safeguards, including the provision of comparable alternatives and adequate compensation. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 41)</p> <p>The Committee urges the State party to review its policy regarding the conversion of protected zones into economic concessions, by conducting environmental and social impact assessments including consultations with relevant stakeholders and communities with due regard to their right to participate in informed decisions that affect their lives. The Committee strongly recommends that the granting of economic concessions take into account the need for sustainable development and for all Cambodians to share in the benefits of progress rather than for private gain alone. The Committee requests the State party to give, in its next periodic report, detailed information on the progress made in the implementation of these policies. (E/C.12/KHM/CO/1, para. 15)</p>	<p>Enable effective participation of local communities related to protection of natural resources, in particular, land holdings, land titling, and related privatization of State land as well as guarantees against the seepage of vested interests often linked with the power base:</p> <p>Establish safeguards against evictions premised on the principle of “free, prior and informed consent” as the basis for negotiations concerning land usage interlinked with traditional communities thereon, with effective measures against land grabs by encroachers</p>	2022–2023

No.	Recommendations by human rights mechanisms	Benchmark	Timeframe for achievement
14.	<p>The Committee urges the State party to implement the 2001 Land Law without further delay and to ensure that its policies on registration of communal lands do not contravene the spirit of this law. The Committee emphasizes the need for carrying out environmental and social impact assessments and consultations with affected communities with regard to economic activities including mining and oil explorations, with a view to ensuring that these activities do not deprive the indigenous peoples of the full enjoyment of their rights to their ancestral lands and natural resources. The Committee encourages the State party to consider ratifying ILO Convention No. 169 on Indigenous and Tribal Peoples in Independent Countries. (E/C.12/KHM/CO/1, para. 16)</p> <p>The Committee urges the State party to adopt as a matter of priority, a National Housing Policy that would upgrade poor urban settlements and ensure security of tenure, with clear institutional responsibilities at the national, provincial and local levels, and adequate financial resources for its effective implementation.</p> <p>(E/C.12/KHM/CO/1, para. 29)</p> <p>The Committee urges the State party to implement a moratorium on all evictions until the proper legal framework is in place and the process of land titling is completed, in order to ensure the protection of human rights of all Cambodians, including indigenous peoples. The Committee recommends that the State party undertake urgent consultations with all stakeholders in order to reach a definition of “public interest” to complement the 2001 Land Law and develop clear guidelines for possible evictions. The Committee also urges the State party clearly to identify the demarcation of State public land and State private land. The Committee strongly recommends that the State party, as a matter of priority, undertake open, participatory and meaningful consultations with affected residents and communities prior to implementing development and urban renewal projects and to ensure that persons forcibly evicted from their properties be provided with adequate compensation and/or offered relocation that complies with the guidelines adopted by the Committee in its general comment No. 7 (1997) on forced evictions and guarantee that relocation sites are provided with basic services including drinking water, electricity, washing and sanitation, as well as adequate facilities including schools, health care centres and transportation at the time the resettlement takes place. The Committee also draws the attention of the State party to the guidelines on Development-based Evictions and Displacements (A/HRC/4/18), prepared by the Special Rapporteur on adequate housing. (E/C.12/KHM/CO/1, para. 30)</p>	<p>Establish comprehensive mitigation and adaptation programmes to counter climate change</p>	<p>Progressively linked with SDGs 2015–2030</p>

No.	Recommendations by human rights mechanisms	Benchmark	Timeframe for achievement
15.	Concern of Special Rapporteur expressed in his UNHRC 2022 oral update	Eschew forced return of its nationals from other countries when and where they are internationally recognized refugees, and Release all deported detainees with this status	2022–2023
16.	<p>The State party should ensure the effective enforcement of the Law on Suppression of Human Trafficking and Sexual Exploitation and that cases of trafficking in persons are thoroughly investigated, that those responsible are prosecuted and, if found guilty, are sentenced appropriately, and that victims are provided with full reparation and appropriate protection and assistance. The State should eliminate all forms of forced labour and exploitation of children, particularly in the brick industry, including by strengthening the capacity of labour inspectors to carry out their duties effectively in the sectors where such practices are prevalent. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 31)</p> <p>The Committee recommends that the State party intensify its efforts to combat trafficking in human beings, especially women and children, for purposes of sexual exploitation and forced labour, inter alia by prosecuting and convicting offenders of the law against trafficking, supporting programmes and information campaigns to prevent trafficking, providing mandatory training for law enforcement officials, prosecutors and judges on the anti-trafficking legislation and increasing the provision of medical, psychological and legal support for victims. (E/C.12/KHM/CO/1, para. 26)</p>	Ensure more victim-friendly law enforcement and national-cum-international anti-crime cooperation in response to reported situations of modern slavery in the form of human trafficking and forced labour via online scams and other forms of deception.	2022–2023
17.	<p>The State party should increase its efforts to prevent and eradicate corruption and impunity at all levels. It should ensure that all cases of corruption, including those related to land issues, illegal logging and contracts for development projects, are independently and thoroughly investigated, that those responsible are duly tried and adequately punished, and that victims receive full reparation. The State party should ensure adequate protection for whistle-blowers, witnesses and victims of corruption, including by adopting the draft Law on Reporting Persons and the draft Law on Witnesses, Experts and Victims, after open, transparent and meaningful consultations with civil society and other relevant stakeholders. (CCPR/C/KHM/CO/3, para. 9)</p>	Adopt measures to prevent and eliminate corruption, especially in regard to those who are related to the power base, to improve transparency and accountability	2022–2023
18.	<p>Recalling the Committee’s previous recommendations, the State party should further advance the creation of a national human rights institution, in accordance with the principles relating to the status of national institutions for the promotion and protection of human rights (Paris Principles). The State party should carry out an open, transparent and meaningful consultation process on the draft law ensuring the participation of a wide range of stakeholders, including civil society organisations. (CCPR/C/KHM/CO/3 para. 7)</p>	Demonstrate commitment and concrete timeframe for the establishment of a National Human Rights Institution, in accordance with the Paris Principles, ensuring participation of wide range of stakeholders, including civil society	2022–2023

No.	Recommendations by human rights mechanisms	Benchmark	Timeframe for achievement
19.	Concern of Special Rapporteur expressed in his UNHRC 2021 written report and 2022 oral update	Adopt Post-Covid Revival Measures, including on anti-poverty, access to health care and re-vaccination, employment opportunities, education and other social protection measures, to help needy groups in keeping with international standards	Progressively linked with SDGs 2015–2030.
20.	Response to UNHRC Resolution 2021 on Cambodia requesting the Special Rapporteur to pay attention to technical cooperation and capacity building Need to identify areas for international contribution to help Cambodia, for instance, capacity development on digital security for NGOs, and Cambodian contribution to help the international community, for instance, knowledge transfer to other countries on de-mining and UN peacekeeping.	Support international contribution to help Cambodia and Cambodian contribution to help the international community in relation to technical cooperation and capacity building	Progressively linked with SDGs 2015–2030

Annex II

UN resolutions on Cambodia since 1992

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
1.	19-Feb-1993	Human Rights Commission E/CN.4/RES/1993/6	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	<p>6. Requests the Secretary-General to appoint a special representative:</p> <p>(a) To maintain contact with the Government and people of Cambodia;</p> <p>(b) To guide and coordinate the United Nations human rights presence in Cambodia;</p> <p>(c) To assist the Government in the promotion and protection of human rights;</p> <p>(d) To report to the General Assembly at its forty-eighth session and the Commission on Human Rights at its fiftieth session under the agenda item entitled “Advisory services in the field of human rights”;</p> <p>8. Requests the Secretary-General to communicate the contents of the present resolution to, and seek the consent and cooperation of, the newly elected Government of Cambodia to facilitate the tasks of the Special Representative and the Centre for Human Rights in the fulfilment of their respective mandates;</p>
2.	07-Feb-1994	General Assembly A/RES/48/154	114 (c). Human rights situations and reports of special rapporteurs and representatives	<p>3. Welcomes the appointment by the Secretary-General of a Special Representative to undertake the tasks set out in paragraph 6 of Commission on Human Rights resolution 1993/6;</p> <p>4. Requests the Secretary-General to provide all necessary resources, from within existing resources, to enable the Special Representative to fulfil those tasks expeditiously;</p> <p>5. Also requests the Secretary-General to report to the General Assembly at its forty ninth session on the role of the Centre for Human Rights in assisting the Cambodian Government and people in the promotion and protection of human rights and on any recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>
3.	04-Mar-1994	Human Rights Commission E/CN.4/RES/1994/61	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	<p>2. Also welcomes the appointment by the Secretary-General of a Special Representative to undertake the tasks set out in Commission on Human Rights resolution 1993/6, paragraph 6;</p> <p>3. Takes note with satisfaction of the exchange of letters between the Secretary General and the Royal Government of Cambodia concerning the consent of the Government for the fulfilment of the activities of the Centre for Human Rights and the mandate of the Special Representative in Cambodia;</p> <p>4. Notes with interest the programme of activities of the Centre for Human Rights in Cambodia, as described in the report of the Special Representative of the Secretary General (E/CN.4/1994/73 and Add.1);</p>

No.	Date	Resolution No.	Item No	On Special Representative/Rapporteur
4.	23-Dec-1994	General Assembly A/RES/49/199	100 (c). Human rights situations and reports of special rapporteurs and representatives	<p>5. Requests the Secretary-General to assure the promotion and protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure sufficient resources, from within existing overall United Nations resources, for the full implementation of the mandate of the Centre for Human Rights and that of the Special Representative;</p> <p>8. Takes note with interest of the report of the Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights in Cambodia (E/CN.4/1994/73) and his recommendations and conclusions (E/CN.4/1994/73/Add.1), in particular the identification of priority areas requiring urgent attention, namely:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) The devotion of proper resources to hospitals, schools, courts and for the defence of cultural treasures, especially Angkor Wat; (b) The support of the National Assembly Human Rights Commission, including financial assistance for a proper secretariat, equipment and training; (c) The enactment of laws and related activities in especially urgent areas; (d) The implementation of training programmes aimed at the promotion and protection of civil rights; (e) The ensuring of true independence of the judiciary; <p>10. Also requests the Centre for Human Rights, in cooperation with the relevant specialized agencies and development programmes, to develop and implement programmes, with the consent and cooperation of the Royal Government of Cambodia, in the priority areas identified by the Special Representative, paying particular attention to women and vulnerable groups, including children and refugees;</p> <p>12. Requests the Secretary-General to renew the mandate of the Special Representative as set out in Commission on Human Rights resolution 1993/6, paragraph 6;</p> <p>14. Requests the Special Representative of the Secretary-General to report to the Commission on Human Rights at its fifty-first session and to provide an interim report to the General Assembly at its forty-ninth session;</p> <p>Taking note also of Commission on Human Rights resolution 1994/61 of 4 March 1994 and recalling General Assembly resolution 48/154 of 20 December 1993 and previous relevant resolutions, including Commission on Human Rights resolution 1993/6 of 19 February 1993, which recommended the appointment of a Special Representative in Cambodia and the subsequent appointment by the Secretary-General of a Special Representative,</p> <p>5. Takes note with appreciation of the report submitted by the Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights in Cambodia and endorses his recommendations and conclusions, including those aimed at:</p>

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				<p>(a) Ensuring the independence of the judiciary and the establishment of the rule of law;</p> <p>(b) The promotion and protection of civil rights;</p> <p>(c) The promotion of multi-cultural tolerance and acceptance of ethnic diversity within Cambodia;</p> <p>6. Requests the Special Representative, in collaboration with the office in Cambodia of the Centre for Human Rights, to undertake an evaluation of the extent to which the recommendations made by the Special Representative in his report mentioned in paragraph 5 above, and those contained in his first report, are followed up and implemented;</p> <p>7. Requests the Secretary-General to provide all necessary resources, from within the regular budget of the United Nations, to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>10. Expresses grave concern about the serious violations of human rights as detailed by the Special Representative in his report and encourages the Government of Cambodia to investigate thoroughly allegations of human rights abuse and to prosecute those who are guilty of human rights offences in accord with due process of law;</p> <p>11. Also expresses grave concern about the outrages committed by the outlawed Khmer Rouge, including the massacre of approximately fifty villagers in Battambang Province in October 1994, the numerous recent incidents of kidnapping of villagers, the taking and killing of foreign hostages and other deplorable incidents detailed in the report of the Special Representative;</p> <p>20. Requests the Centre for Human Rights, in cooperation with the relevant specialized agencies and development programmes, to develop and implement programmes, with the consent and cooperation of the Government of Cambodia, in the priority areas identified by the Special Representative, paying particular attention to women and vulnerable groups, including children and refugees;</p> <p>21. Requests the Secretary-General to report to the General Assembly at its fiftieth session on the role of the Centre for Human Rights in assisting the Government and people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>
5.	03-Mar-1995	Commission on Human Rights E/CN.4/RES/1995/55	19. Advisory services and technical cooperation in the	Recalling Commission on Human Rights resolution 1994/61 of 4 March 1994, General Assembly resolution 49/199 of 23 December 1994, and previous relevant resolutions, including Commission on Human Rights resolution 1993/6 of 19 February 1993, in which it requested the Secretary-General to appoint a special representative in Cambodia, and the Secretary-General's subsequent appointment of a special representative,

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
			field of human rights	<p>5. Notes with appreciation the programmes of activities of the Centre for Human Rights in Cambodia, as described in the report of the Special Representative of the Secretary-General;</p> <p>7. Requests the Special Representative, in collaboration with the office in Cambodia of the Centre for Human Rights, to undertake an evaluation of the extent to which the recommendations made in his report, and those contained in his previous reports, are followed up and implemented;</p> <p>8. Requests the Secretary-General to renew the mandate of the Special Representative as set out in paragraph 6 of Commission on Human Rights resolution 1993/6;</p> <p>9. Also requests the Secretary-General to provide all necessary resources from within the regular budget of the United Nations to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>11. Expresses grave concern about the atrocities committed by the Khmer Rouge, including the massacre of approximately 50 villagers in Battambang Province in October 1994, the numerous incidents of kidnapping of villagers, attacks on tourists, including the taking and killing of foreign hostages, and other deplorable incidents detailed in the reports of the Special Representative;</p> <p>14. Expresses concern at the serious violations of human rights as detailed by the Special Representative in his reports, and further encourages the Government of Cambodia to investigate thoroughly allegations of human rights abuse and to prosecute those who are guilty of human rights offences in accordance with the due process of the law and international standards relating to the administration of justice;</p> <p>15. Takes note of the concern expressed by the Special Representative in his report at the widely reported allegations of threats to members of the National Assembly and recommends that the Government of Cambodia take all necessary steps to ensure that members of the National Assembly can work in an environment free from intimidation;</p> <p>22. Requests the Centre for Human Rights, in cooperation with the relevant United Nations specialized agencies and development programmes, to develop and implement programmes, with the consent and cooperation of the Government of Cambodia, in the priority areas identified by the Special Representative, paying particular attention to vulnerable groups, including women, children and minorities;</p> <p>25. Requests the Special Representative of the Secretary-General to report to the Commission on Human Rights at its fifty-second session and to provide an interim report to the General Assembly at its fiftieth session;</p> <p>26. Requests the Secretary-General to report to the Commission on Human Rights at its fifty-second session on the role of the Centre for Human Rights in assisting the Government and people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
6.	28-Feb-1996	General Assembly A/RES/50/178	112 (b). Human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms	<p>Taking note also of Commission on Human Rights resolution 1995/55 of 3 March 1995,⁴¹ and recalling General Assembly resolution 49/199 of 23 December 1994 and previous relevant resolutions, including Commission on Human Rights resolution 1993/6 of 19 February 1993,⁴² in which the Commission recommended the appointment of a special representative for Cambodia, and the subsequent appointment by the Secretary-General of a special representative,</p> <p>5. Takes note with appreciation of the most recent report submitted by the Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights in Cambodia,⁴³ and endorses his recommendations and conclusions, including those aimed at ensuring the independence of the judiciary and the establishment of the rule of law, good governance, freedom of expression and the promotion of an effectively functioning multi-party democracy;</p> <p>7. Requests the Special Representative, in collaboration with the office in Cambodia of the Centre for Human Rights, to continue his evaluation of the extent to which the recommendations made by the Special Representative in his report,⁴⁴ and those contained in his previous reports, are followed up and implemented, and strongly encourages the Government of Cambodia to continue to cooperate with the Special Representative;</p> <p>8. Requests the Secretary-General to provide all necessary resources, from within the regular budget of the United Nations, to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>10. Expresses grave concern about the atrocities that continue to be committed by the Khmer Rouge, including the taking and killing of hostages, and other deplorable incidents detailed in the reports of the Special Representative;</p> <p>11. Also expresses grave concern about the serious violations of human rights as detailed by the Special Representative in his report, and calls upon the Government of Cambodia to prosecute in accordance with the due process of the law and international standards relating to human rights all those who have perpetrated human rights violations;</p> <p>12. Expresses particularly grave concern at the comments made by the Special Representative concerning the reluctance of the courts to charge members of the military and other security forces for serious criminal offences, and encourages the Government of Cambodia to address this problem, which in effect places persons in authority above the principle of equality before the law;</p>

⁴¹ See Official Records of the Economic and Social Council, 1995, Supplement No. 3 and corrigenda (E/1995/23 and [Corr.1](#) and [2](#)), chap. II, sect. A.

⁴² Ibid., 1993, Supplement No. 3 (E/1993/23), chap. II, sect. A.

⁴³ See [A/50/681](#).

⁴⁴ See [A/50/681](#).

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				<p>21. Requests the Centre for Human Rights, in cooperation with the relevant specialized agencies and development programmes, to develop and implement programmes, with the consent and cooperation of the Government of Cambodia, in the priority areas identified by the Special Representative, paying particular attention to vulnerable groups, including women, children and minorities;</p> <p>22. Requests the Secretary-General to report to the General Assembly at its fifty-first session on the role of the Centre for Human Rights in assisting the Government and people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>
7.	19-Apr-1996	Commission on Human Rights E/CN.4/RES/1996/54	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	<p>Recalling Commission on Human Rights resolution 1995/55 of 3 March 1995, General Assembly resolution 50/178 of 22 December 1995 and previous relevant resolutions, including Commission on Human Rights resolution 1993/6 of 19 February 1993, in which it requested the Secretary-General to appoint a special representative in Cambodia, and the subsequent appointment of a special representative,</p> <p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the Centre for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources, from within existing resources, for the enhanced functioning of the operational presence in Cambodia of the Centre for Human Rights;</p> <p>4. Commends the work of the former Special Representative of the Secretary-General, Mr. Michael Kirby, in promoting and protecting human rights in Cambodia;</p> <p>5. Takes note with appreciation of the latest report of the Special Representative on the situation of human rights in Cambodia (E/CN.4/1996/93), and endorses his recommendations and conclusions, including those aimed at ensuring the independence of the judiciary and the establishment of the rule of law, good governance, freedom of expression and the promotion of an effective functioning multi-party democracy;</p> <p>6. Welcomes the appointment by the Secretary-General of Mr. Thomas Hammarberg as his new Special Representative;</p> <p>7. Requests the Special Representative, in collaboration with the office in Cambodia of the Centre for Human Rights, to continue his evaluation of the extent to which the recommendations made by the Special Representative in his report, and those contained in his previous reports, are followed up and implemented;</p> <p>8. Requests the Secretary-General to provide all necessary resources, from within the regular budget of the United Nations, to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p>

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				<p>12. Expresses grave concern about the atrocities that continue to be committed by the Khmer Rouge, including the taking and killing of hostages and other deplorable incidents detailed in the reports of the Special Representative;</p> <p>13. Also expresses grave concern about the serious violations of human rights as detailed by the Special Representative in his reports, and calls upon the Government of Cambodia to prosecute, in accordance with due process of the law and international standards relating to human rights, all those who have perpetrated human rights violations;</p> <p>14. Expresses particularly grave concern at the comments made by the Special Representative concerning the reluctance of the courts to charge members of the military and other security forces for serious criminal offences, and encourages the Government of Cambodia to address this problem, which in effect places persons in authority above the principle of equality before the law, as a matter of urgent priority;</p> <p>21. Requests the Centre for Human Rights, in cooperation with the relevant specialized agencies and development programmes, to develop and implement programmes, with the consent and cooperation of the Government of Cambodia, in the priority areas identified by the Special Representative, paying particular attention to women, children, disabled persons and minorities;</p> <p>23. Requests the Secretary-General to report to the Commission on Human Rights at its fifty-third session on the role of the Centre for Human Rights in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>
8.	03-Mar-1997	General Assembly A/RES/51/98	110 (b). Human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms	<p>Taking note also of Commission on Human Rights resolution 1996/54 of 19 April 1996,⁴⁵ and recalling General Assembly resolution 50/178 of 22 December 1995 and previous relevant resolutions, including Commission on Human Rights resolution 1993/6 of 19 February 1993,⁴⁶ in which the Commission recommended the appointment of a special representative for human rights in Cambodia, and the subsequent appointment by the Secretary-General of a special representative,</p> <p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the Centre for Human Rights of the Secretariat, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources, from within existing resources, for the enhanced functioning of the operational presence in Cambodia of the Centre;</p> <p>4. Commends the work of the former Special Representative of the Secretary-General, Mr. Michael Kirby, in promoting and protecting human rights in Cambodia, and welcomes the</p>

⁴⁵ See Official Records of the Economic and Social Council, 1996, Supplement No. 3 (E/1996/23), chap. II, sect. A.

⁴⁶ Ibid., 1993, Supplement No. 3 (E/1993/23), chap. II, sect. A.

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				<p>appointment by the Secretary-General of Mr. Thomas Hammarberg as his new Special Representative;</p> <p>5. Takes note with appreciation of the report of the Special Representative, E/CN.4/1996/93 and endorses his recommendations and conclusions, including those aimed at combating child prostitution and trafficking and ensuring the independence of the judiciary and the establishment of the rule of law, freedom of expression and the promotion of an effective, functioning multi-party democracy;</p> <p>6. Requests the Special Representative, in collaboration with the office in Cambodia of the Centre for Human Rights, to continue his evaluation of the extent to which the recommendations made by the Special Representative in his report, and those contained in reports of his predecessor, are followed up and implemented;</p> <p>7. Requests the Secretary-General to provide all necessary resources, from within the regular budget of the United Nations, to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>14. Expresses serious concern at the comments made by the Special Representative concerning the continuing problem of impunity, whereby the courts in several areas are reluctant or unable to charge members of the military, police and other security forces for serious criminal offences, and encourages the Government of Cambodia, as a matter of urgent priority, to address this problem, which in effect places the military and police above the principle of equality before the law;</p> <p>15. Expresses grave concern about the atrocities that continue to be committed by the Khmer Rouge, including the taking and killing of hostages and other deplorable incidents detailed in the reports of the Special Representative and his predecessor;</p> <p>16. Also expresses grave concern about the serious violations of human rights as detailed in the reports of the Special Representative and his predecessor, and calls upon the Government of Cambodia to prosecute in accordance with the due process of the law and international standards relating to human rights all those who have perpetrated human rights violations;</p> <p>24. Requests the Centre for Human Rights, in cooperation with the relevant specialized agencies and development programmes, to develop and implement programmes, with the consent and cooperation of the Government of Cambodia, in the priority areas identified by the Special Representative, paying particular attention to vulnerable groups, including women, children, disabled persons and minorities;</p> <p>26. Requests the Secretary-General to report to the General Assembly at its fifty-second session on the role of the Centre for Human Rights in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
9.	11-Apr-1997	Commission on Human Rights E/CN.4/RES/1997/49	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	<p>Recalling its resolution 1996/54 of 19 April 1996, General Assembly resolution 51/98 of 12 December 1996 and previous relevant resolutions, including Commission resolution 1993/6 of 19 February 1993, in which it requested the Secretary-General to appoint a special representative in Cambodia, and the subsequent appointment of a special representative,</p> <p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the Centre for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources, from within existing resources, for the enhanced functioning of the operational presence in Cambodia of the Centre for Human Rights;</p> <p>4. Takes note with appreciation of the report of the Special Representative on the situation of human rights in Cambodia (E/CN.4/1997/85), in particular his concerns about the rule of law, the independence of the judiciary, the problem of impunity, the ill-treatment of prisoners, labour rights, child prostitution and trafficking, freedom of expression and the promotion of an effective functioning multi-party democracy;</p> <p>6. Notes with concern the lack of response by the Government of Cambodia to several of the recommendations contained in the Special Representative's previous report (E/CN.4/1996/93) and urges that it respond as soon as possible, and requests the Special Representative, in collaboration with the office in Cambodia of the Centre for Human Rights, to continue his evaluation of the extent to which the recommendations made by the Special Representative in his report, and those contained in his previous report, are followed up and implemented;</p> <p>7. Requests the Secretary-General to provide all necessary resources, from within the regular budget of the United Nations, to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>8. Notes with serious concern the Special Representative's strong criticism of the system of justice in Cambodia, urges the Government of Cambodia to increase its efforts to create a functioning and impartial system of justice, including convening the Supreme Council of Magistracy, and, in the area of prisons, strongly urges the Government of Cambodia to institute a system to guarantee the essential sustenance of prisoners and to continue its efforts to improve the physical environment of prisons;</p> <p>9. Expresses serious concern at the comments made by the Special Representative concerning the continuing problem of impunity whereby the courts are reluctant or unable to charge members of the military, police and other security forces with serious criminal offences, and encourages the Government of Cambodia, as a matter of critical and urgent priority, to address the problem of impunity, including the repeal of article 51 of the 1994 Law on Civil Servants, which in effect places the military and police and other government officials above the principle of equality before the law;</p>

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				<p>10. Expresses grave concern about numerous instances of violations of human rights, including extrajudicial executions, torture, including rape, illegal arrest and detention, as detailed in the reports of the Special Representative and his predecessor, and calls upon the Government of Cambodia to prosecute, in accordance with due process of the law and international standards relating to human rights, all those who have perpetrated human rights violations;</p> <p>12. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the Centre for Human Rights, to examine any request by Cambodia for assistance in responding to past serious violations of Cambodian and international law as a means of bringing about national reconciliation, strengthening democracy and addressing the issue of individual accountability;</p> <p>25. Requests the Centre for Human Rights, in cooperation with the relevant specialized agencies and development programmes, to develop and implement programmes, with the consent and cooperation of the Government of Cambodia, in the priority areas identified by the Special Representative, paying particular attention to vulnerable groups, including women, children, disabled persons and minorities;</p> <p>27. Requests the Secretary-General to report to the Commission on Human Rights at its fifty-fourth session on the role of the Centre for Human Rights in assisting the Government and people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>
10.	27-Feb-1998	General Assembly A/RES/52/135	112 (b). Human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms	<p>Taking note of Commission on Human Rights resolution 1997/49 of 11 April 1997,⁴⁷ and recalling General Assembly resolution 51/98 of 12 December 1996 and previous relevant resolutions, including Commission on Human Rights resolution 1993/6 of 19 February 1993,⁴⁸ in which the Commission recommended the appointment of a special representative for human rights in Cambodia, and the subsequent appointment by the Secretary-General of a special representative,</p> <p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia, to ensure adequate resources for the enhanced functioning of the operational presence in Cambodia of the Office of the High Commissioner and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p>

⁴⁷ See Official Records of the Economic and Social Council, 1997, Supplement No. 3 (E/1997/23), chap. II, sect. A.

⁴⁸ Ibid., 1993, Supplement No. 3 (E/1993/23), chap. II, sect. A.

No.	Date	Resolution No.	Item No	On Special Representative/Rapporteur
				<p>3. Takes note with appreciation of the report of the Special Representative on the situation of human rights in Cambodia, E/CN.4/1997/85, in particular, his concerns for a legislative framework for the forthcoming national elections and his concerns about the problem of impunity, the independence of the judiciary and the establishment of the rule of law, the use of torture, the administration of prisons and the ill-treatment of prisoners and child prostitution and trafficking;</p> <p>4. Notes with concern the lack of response by the Government of Cambodia to several of the recommendations contained in the previous reports of the Special Representative, and urges that it respond as soon as possible;</p> <p>5. Expresses grave concern about numerous instances of violations of human rights, including extrajudicial executions, torture, including rape, illegal arrest and detention, as detailed in the reports of the Special Representative and his predecessor, and calls upon the Government of Cambodia to prosecute, in accordance with due process of the law and international standards relating to human rights, all those who have perpetrated human rights violations;</p> <p>6. Also expresses grave concern about the serious violations of human rights committed during the armed violence of early July 1997 and in its aftermath, as reported by the Special Representative and by the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights in its memorandum on summary executions, torture and missing persons, and urges the Government of Cambodia as a high priority to investigate thoroughly and impartially and to bring to justice those responsible for such serious crimes;</p> <p>8. Notes with serious concern the comments of the Special Representative concerning corrupt practices within the judicial system and in the prison administration, and strongly urges the Government of Cambodia to address the problem of corrupt practices and to increase its efforts to create a functioning and impartial system of justice, including convening the Supreme Council of Magistracy, to institute a system to guarantee the essential sustenance of prisoners and to continue its efforts to improve the physical environment of prisons;</p> <p>9. Stresses that addressing the continuing problem of impunity, as detailed by the Special Representative, including the repeal of article 51 of the law on civil servants of 1994 and bringing to justice those responsible for human rights violations, together with ensuring security of persons and rights of association, assembly and expression, is a matter of critical and urgent priority and essential to the creation of an atmosphere conducive to the holding of free, fair and credible elections;</p> <p>15. Endorses the comments of the Special Representative that the most serious human rights violations in Cambodia in recent history have been committed by the Khmer Rouge and that their crimes, including the taking and killing of hostages, have continued to the present, and notes with concern that no Khmer Rouge leader has been brought to account for his crimes;</p>

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
11.	17-Apr-1998	Commission on Human Rights E/CN.4/RES/1998/60	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	<p>23. Requests the Secretary-General to report to the General Assembly at its fifty-third session on the role of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p> <p>Recalling also its resolution 1997/49 of 11 April 1997, General Assembly resolution 52/135 of 12 December 1997 and previous relevant resolutions, including Commission resolution 1993/6 of 19 February 1993, in which it requested the Secretary General to appoint a special representative in Cambodia, and the subsequent appointment of a special representative,</p> <p>1. Requests the Secretary General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the enhanced functioning of the operational presence in Cambodia of the Office of the High Commissioner for Human Rights and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>5. Takes note with appreciation of the report of the Special Representative on the situation of human rights in Cambodia (E/CN.4/1998/95), in particular his concerns about the problem of impunity, the independence of the judiciary and the establishment of the rule of law, the use of torture, the administration of prisons and the ill-treatment of prisoners, and child prostitution and trafficking;</p> <p>6. Expresses grave concern about numerous instances of violations of human rights, including extrajudicial executions, torture, including rape, illegal arrest and detention, and violence in relation to political activities, including those of March 1997 and July 1997, as detailed in the reports of the Special Representative, and calls upon the Government of Cambodia to investigate urgently and prosecute, in accordance with due process of the law and international standards relating to human rights, all those who have perpetrated human rights violations;</p> <p>7. Also expresses grave concern at the situation of impunity in Cambodia and stresses that addressing the continuing problem of impunity, as detailed by the Special Representative, including the repeal of article 51 of the 1994 Law on Civil Servants and bringing to justice those responsible for human rights violations, together with ensuring security of persons and the rights of association, assembly and expression, remains a matter of critical and urgent priority and essential to the creation of an atmosphere conducive to the holding of free, fair and credible elections;</p>

No.	Date	Resolution No.	Item No	On Special Representative/Rapporteur
				<p>17. Notes with concern the Special Representative's comments about the judicial system and the prison administration, and strongly urges the Government of Cambodia to increase its efforts to create a functioning and impartial system of justice, including convening the Supreme Council of Magistracy, to institute a system to guarantee the essential sustenance of prisoners and to continue its efforts to improve the physical environment of prisons;</p> <p>19. Endorses the comments of the Special Representative that the most serious human rights violations in Cambodia in recent history have been committed by the Khmer Rouge and that their crimes, including the taking and killing of hostages, have continued to the present, and notes with concern that no Khmer Rouge leader has been brought to account for his crimes;</p> <p>23. Requests the Secretary General to report to the Commission at its fifty fifth session on the role of the Office of the High Commissioner for Human Rights in assisting the Government and people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>
12.	08-Mar-1999	General Assembly A/RES/53/145	110 (b). Human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms	<p>Taking note of Commission on Human Rights resolution 1998/60 of 17 April 1998⁴⁹, and recalling General Assembly resolution 52/135 of 12 December 1997 and previous relevant resolutions, including Commission on Human Rights resolution 1993/6 of 19 February 1993,⁵⁰ in which the Commission recommended the appointment of a special representative in Cambodia, and the subsequent appointment by the Secretary-General of a special representative,</p> <p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the continued functioning in Cambodia of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>3. Takes note with appreciation of the report of the Special Representative on the situation of human rights in Cambodia, E/CN.4/1998/95, and notes in particular his concerns about political violence, the problem of impunity, the independence of the judiciary and the establishment of the rule of law, the use of torture, the administration of prisons and the ill-treatment of prisoners, child labour, child prostitution and trafficking, workers' rights and the freedom to form independent trade unions, media freedom and the situation of women, including violence against women, and minorities;</p>

⁴⁹ See Official Records of the Economic and Social Council, 1998, Supplement No. 3 ([E/1998/23](#)), chap. II, sect. A.

⁵⁰ Ibid., 1993, Supplement No. 3 and corrigenda ([E/1993/23](#) and [Corr.2, 4 and 5](#)), chap. II, sect. A.

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				<p>10. Expresses grave concern about numerous instances of violations of human rights, including extrajudicial executions, torture, illegal arrests and detention, and violence in relation to political activities, as detailed in the reports of the Special Representative, including those that occurred in March and July 1997 and during the recent election campaign and its immediate aftermath, and calls upon the Government of Cambodia to investigate urgently and prosecute, in accordance with due process of the law and international standards relating to human rights, all those who have perpetrated human rights violations;</p> <p>11. Also expresses grave concern at the situation of impunity in Cambodia, and stresses that addressing the continuing problem of impunity, as detailed by the Special Representative, including the repeal of article 51 of the 1994 Law on Civil Servants and bringing to justice those responsible for human rights violations, together with ensuring the security of persons and the rights of association, assembly and expression, remains a matter of critical and urgent priority;</p> <p>13. Condemns the use of racist rhetoric and acts of violence against ethnic minorities, especially Cambodians of Vietnamese ethnicity, as detailed in the report of the Special Representative, and urges all political parties in Cambodia to abstain from statements or activities that could be interpreted as incitement against ethnic minorities;</p> <p>14. Notes with serious concern the comments of the Special Representative about the judicial system and the prison administration, strongly urges the Government of Cambodia to continue its efforts to create a functioning and impartial system of justice and to implement the Prison Regulations signed in March 1998, and welcomes the cooperation of the Government of Cambodia with international efforts to improve the judicial system;</p> <p>16. Endorses the comments of the Special Representative that the most serious human rights violations in Cambodia in recent history have been committed by the Khmer Rouge, and notes with concern that no Khmer Rouge leaders have been brought to account for their crimes;</p> <p>24. Requests the Secretary-General to report to the General Assembly at its fifty fourth session on the role of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>
13.	28-Apr-1999	Commission on Human Rights E/CN.4/RES/1999/76	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	<p>1. Requests the Secretary General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the continued functioning of the operational presence in Cambodia of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p>

No.	Date	Resolution No.	Item No	On Special Representative/Rapporteur
14.	15-Feb-2000	General Assembly A/RES/54/171	116 (b). Human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms	<p>3. Also welcomes the report of the Special Representative on the situation of human rights in Cambodia (E/CN.4/1999/101), and notes in particular his concerns about the problem of impunity, the independence of the judiciary and the establishment of the rule of law, and the need for the reform of the police and the military;</p> <p>9. Expresses grave concern about numerous instances of violations of human rights, including extrajudicial executions, torture, illegal arrest and detention, and violence in relation to political activities, as detailed in the reports of the Special Representative, and calls upon the Government of Cambodia to investigate urgently and prosecute, in accordance with due process of law and international human rights standards, all those who have perpetrated these human rights violations;</p> <p>24. Requests the Secretary General to report to the Commission at its fifty sixth session on the role and achievement of the Office of the High Commissioner in assisting the Government and people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p> <p>Bearing in mind the letter dated 15 March 1999 from the Secretary-General to the President of the General Assembly and the President of the Security Council A/53/850-S/1999/231;⁵¹ and the report of the Group of Experts appointed by the Secretary-General in response to the request by the Cambodian authorities for assistance in responding to past serious violations of Cambodian and international law⁵².</p> <p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the continued functioning of the operational presence in Cambodia of the Office of the High Commissioner and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>2. Takes note with appreciation of the report of the Secretary-General, A/54/353. And notes in particular the concerns of the Special Representative about the problem of impunity, the need to promote and protect the independence of the judiciary and to establish the rule of law, and the need for the reform of police and the military;</p> <p>8. Expresses grave concern about numerous instances of violations of human rights, including extrajudicial executions, torture, illegal arrests and detention, as detailed in the reports of the Special Representative, and notes some progress made by the Government of Cambodia in addressing these issues;</p>

⁵¹ See Official Records of the Security Council, Fifty-fourth Year, Supplement for January, February and March 1999, document [S/1999/231](#).

⁵² Ibid, annex.

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				26. Requests the Secretary-General to report to the General Assembly at its fifty-fifth session on the role and achievements of the Office of the High Commissioner in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;
15.	26-Apr-2000	Commission on Human Rights E/CN.4/RES/2000/79	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	<p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the continued functioning of the operational presence in Cambodia of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>3. Also welcomes the report of the Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia (E/CN.4/2000/109) and notes in particular his concerns about the problem of impunity and the need to promote and protect the independence of the judiciary and to establish the rule of law;</p> <p>9. Expresses grave concern about continued violations of human rights, including torture, extrajudicial killings, excessive pre-trial detention, violation of labour rights, illegal confiscation of land and forced relocation, as well as the apparent lack of protection from mob killings as detailed in the reports of the Special Representative, and notes some progress made by the Government of Cambodia in addressing these issues; 28. Requests the Secretary-General to report to the Commission at its fifty-seventh session on the role and achievements of the Office of the High Commissioner in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>
16.	28-Feb-2001	General Assembly A/RES/55/95	114 (b). Human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms	<p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the continued functioning of the operational presence in Cambodia of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>4. Commends and expresses its deep appreciation for the work of the former Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia, Thomas Hammarberg, in promoting and protecting human rights in Cambodia;</p> <p>5. Welcomes the appointment by the Secretary-General of Peter Leuprecht as his new Special Representative for human rights in Cambodia, and requests the Special Representative, in collaboration with the Office of the High Commissioner, to continue the work of his predecessors</p>

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				by evaluating the extent to which the recommendations in his forthcoming reports, and those contained in the reports of his predecessors, are followed up and implemented, while maintaining contact with the Government and people of Cambodia;
				13. Expresses grave concern about continued violations of human rights, including torture, extrajudicial killings, excessive pre-trial detention, violation of labour rights, illegal confiscation of land and forced relocation, as well as the apparent lack of protection from mob killings, as detailed in the report of the Special Representative to the Commission on Human Rights at its fifty-sixth session, ⁵³ and notes some progress made by the Government of Cambodia in addressing these issues;
				33. Requests the Secretary-General to report to the General Assembly at its fifty-sixth session on the role and achievements of the Office of the High Commissioner in assisting the Government and people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;
17.	25-Apr-2001	Commission on Human Rights E/CN.4/2001/82	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	<p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the continued functioning of the operational presence in Cambodia of the Office of the High Commissioner and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>3. Also welcomes the report of the Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia (E/CN.4/2001/103), commends the Government of Cambodia for its openness and spirit of cooperation during the visits of the Special Representative and encourages the Government to continue its cooperation at all levels of government, and supports the Special Representative's appeal to increase international assistance to Cambodia and to continue working towards the reduction of poverty;</p> <p>13. Expresses grave concern about the continued violations of human rights, including torture, excessive pre-trial detention, violation of labour rights and forced evictions, as well as the apparent lack of protection from mob killings as described in the report of the Special Representative, and notes some progress made by the Government of Cambodia in addressing these issues;</p> <p>14. Notes with concern the continued reports of violence and intimidation related to political activity as described in the report of the Special Representative, welcomes the investigations by the Cambodian authorities into some cases of violence and urges the Government to undertake further investigations, in line with its stated commitments, and to take appropriate measures to</p>

⁵³ [E/CN.4/2000/109](#).

No.	Date	Resolution No.	Item No	On Special Representative/Rapporteur
18.	28-Feb-2002	General Assembly A/RES/56/169	119 (b). Human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms	<p>prevent violence and intimidation related to political activity in the future, particularly in the run-up to the communal elections;</p> <p>29. Requests the Secretary-General to report to the Commission at its fifty-eighth session on the role and achievements of the Office of the High Commissioner in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p> <p><i>Part I – Support of and cooperation with the United Nations</i></p> <p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the continued functioning of the operational presence in Cambodia of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>3. Also welcomes the report of the Special Representative,⁵⁴ commends the Government of Cambodia on its openness and spirit of cooperation during the visits of the Special Representative, encourages the Government to continue its cooperation at all levels of government, supports the appeals of the Government and the Special Representative to increase international assistance to Cambodia and to continue working towards the reduction of poverty, commends the international community for the interest and support demonstrated at the Consultative Group Meeting on Cambodia, held in Tokyo on 12 and 13 June 2001, and encourages donor countries and other relevant parties to follow up their pledges of assistance and commitments;</p> <p><i>Part III – Human rights violations and violence</i></p> <p>1. Expresses grave concern about the continued violations of human rights, including torture, excessive pre-trial detention, violation of labour rights and forced evictions, as well as political violence, police involvement in violence and the apparent lack of protection from mob killings, as detailed in the reports of the Special Representative, notes some progress made by the Government of Cambodia in addressing these issues, and urges the Government to take all necessary measures to prevent such violations;</p>

⁵⁴ See [A/56/209](#).

No.	Date	Resolution No.	Item No	On Special Representative/Rapporteur
				<p>Part VIII – Conclusion</p> <p>1. Requests the Secretary-General to report to the General Assembly at its fifty-seventh session on the role and achievements of the Office of the High Commissioner in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>
19.	26-Apr-2002	Commission on Human Rights E/CN.4/RES/2002/89	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	<p>Part I – Support of and cooperation with the United Nations</p> <p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the continued functioning of the operational presence in Cambodia of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>3. Also welcomes the report of the Special Representative (E/CN.4/2002/118), encourages the Government of Cambodia to continue its cooperation at all levels of government, supports the appeals of the Government and the Special Representative to increase international assistance to Cambodia and to continue working towards the reduction of poverty, and encourages donor countries and other relevant parties to follow up their pledges made at the Consultative Group Meeting held in Tokyo in June 2001;</p> <p>Part VII – Conclusion</p> <p>25. Requests the Secretary-General to report to the Commission at its fifty-ninth session on the role and achievements of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia on matters within his mandate;</p>
20.	26-Feb-2003	General Assembly A/RES/57/225	109 (b). Human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms	<p>Part I – Support of and cooperation with the United Nations</p> <p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the continued functioning of the office and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p>

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				<p>3. Also welcomes the report of the Special Representative,⁵⁵ encourages the Government of Cambodia to continue its cooperation at all levels of Government, supports the appeals of the Government and the Special Representative to increase international assistance to Cambodia and to continue working towards the reduction of poverty, and encourages donor countries and other relevant parties to follow up their pledges made at the Consultative Group Meeting on Cambodia, held at Phnom Penh on 20 and 21 June 2002;</p> <p><i>Part V – Conclusion</i></p> <p>2. Requests the Secretary-General to report to the General Assembly at its fifty-eighth session on the role and achievements of the Office of the High Commissioner in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p> <p><i>Part I – Support of and cooperation with the United Nations</i></p> <p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the continued functioning of the operational presence in Cambodia of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and to enable the Special Representative to continue to fulfil his task expeditiously;</p> <p>2. Welcomes the report of the Secretary-General on the role and achievements of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in assisting the Government and people of Cambodia in the promotion and protection of human rights (E/CN.4/2003/113), the report of the Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia;</p> <p><i>Part VII – Conclusion</i></p> <p>23. Requests the Secretary-General to report to the Commission on Human Rights at its sixtieth session on the role and achievements of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative on matters within his mandate;</p>
21.	25-Apr-2003	Commission on Human Rights E/CN.4/RES/2003/79	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	

⁵⁵ [A/57/230](#).

No.	Date	Resolution No.	Item No	On Special Representative/Rapporteur
22.	22-Dec-2003	General Assembly A/RES/58/191	117 (b) Human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms	<p>Part I – Support of and cooperation with the United Nations</p> <p>1. Requests the Secretary-General, through his Special Representative for human rights in Cambodia, in collaboration with the office in Cambodia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, to assist the Government of Cambodia in ensuring the protection of the human rights of all people in Cambodia and to ensure adequate resources for the continued functioning of the operational presence of the office and to enable the Special Representative to continue to fulfil his tasks expeditiously;</p> <p>2. Welcomes the report of the Secretary-General on the role and achievements of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights,⁵⁶ the report of the Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia⁵⁷ and the use of the United Nations Trust Fund for a Human Rights Education Programme in Cambodia to finance the programme of activities of the office, and invites the international community to consider contributing to the Trust Fund;</p>
23.	23-Sep-2004	Commission on Human Rights E/CN.4/RES/2004/79	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	<p>Welcoming the report of the Secretary-General (E/CN.4/2004/104) as well as the report of the Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia (E/CN.4/2004/105),</p> <p>Part III – Conclusion</p> <p>7. Requests the Secretary-General to report to the Commission at its sixty-first session on the role and achievements of the Office of the High Commissioner assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia on matters within his mandate;</p>
24.	20-Apr-2005	Commission on Human Rights E/CN.4/RES/2005/77	19. Advisory services and technical cooperation in the field of human rights	<p>Welcoming the report of the Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia (E/CN.4/2005/116), as well as the report of the Secretary-General on the role and achievements of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in assisting the Government and people of Cambodia in the promotion of human rights (E/CN.4/2005/111),</p>

⁵⁶ [A/58/268](#).

⁵⁷ See [A/58/317](#).

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				<p>Part III – Conclusion</p> <p>7. Invites the Secretary-General, agencies of the United Nations system present in Cambodia, as well as the international community, including non-governmental organizations, to continue to work with the Government of Cambodia in improving democracy as well as ensuring the protection and promotion of the human rights of all people in Cambodia, including by providing assistance, inter alia in the fields of:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Drafting various laws necessary for protecting and promoting human rights; (b) Capacity-building for strengthening legal institutions, including improving the quality of judges, prosecutors, lawyers and court staff; (c) Capacity-building for strengthening national institutions for criminal investigation and law enforcement as well as providing equipment necessary for these ends; (d) Assisting assessment of progress on human rights issues; <p>8. Requests the Secretary-General to report to the Commission at its sixty-second session on the role and achievements of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in assisting the Government and the people of Cambodia in the promotion and protection of human rights and on the recommendations made by the Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia on matters within his mandate;</p> <p>1. Decides to extend exceptionally for one year, subject to the review to be undertaken by the Council in conformity with General Assembly resolution 60/251, the mandates and the mandate-holders of all the Commission's special procedures, of the Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights as well as the procedure established in accordance with Economic and Social Council resolution 1503 (XLVIII) (1503 procedure), as listed in the annex to the present resolution;</p> <p>Annex</p> <p>IMPLEMENTATION OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 60/251: EXTENSION BY THE HUMAN RIGHTS COUNCIL OF ALL MANDATES, MECHANISMS, FUNCTIONS AND RESPONSIBILITIES OF THE COMMISSION ON HUMAN RIGHTS</p> <p>Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia</p>
25.	29-Jun-2006	Human Rights Council A/HRC/DES/1/102		
26.	18-Sep-2008	Human Rights Council A/HRC/RES/9/15	10. Technical assistance and capacity-building	Bearing in mind also the report by the Special Representative of the Secretary General for human rights in Cambodia (A/HRC/7/42) and the recommendations contained therein and the report of the Secretary-General on the role and achievements of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in assisting the Government and people of Cambodia in the promotion and protection of human rights (A/HRC/7/56),

No.	Date	Resolution No.	Item No	On Special Representative/Rapporteur
				<p>Part III – Conclusion</p> <p>8. Takes note of the work conducted by the Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights in Cambodia and of the reengagement of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights with the Government of Cambodia;</p> <p>9. Decides to extend by one year the mandate of the special procedure on the situation of human rights in Cambodia through the appointment of a special rapporteur to carry out the former functions of the Special Representative to the Secretary-General, and requests the Special Rapporteur to report on the implementation of his/her mandate to the Council at its twelfth session and to engage in a constructive manner with the Government of Cambodia for the further improvement of the situation of human rights in the country;</p>
27.	12-Oct-2009	Human Rights Council A/HRC/RES/12/25	10. Technical assistance and capacity-building	<p>II. Democracy and situation of human rights</p> <p>4. Welcomes:</p> <p>(a) The cooperation extended by the Government of Cambodia and the constructive dialogue with the Special Rapporteur during his first mission in Cambodia;</p> <p>(b) The report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia (A/HRC/12/40) and the recommendations contained therein;</p> <p>Part III – Conclusion</p> <p>8. Takes note of the need to continue close consultations between the Government of Cambodia and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia towards the further improvement of the situation of human rights in the country and of the continuous technical cooperation of the Office of the High Commissioner with the Government of Cambodia;</p> <p>9. Decides to extend by one year the mandate of the special procedure on the situation of human rights in Cambodia, and requests the Special Rapporteur to report on the implementation of his mandate to the Council at its fifteenth session and to engage in a constructive manner with the Government of Cambodia for the further improvement of the situation of human rights in the country;</p>
28.	08-Oct-2010	Human Rights Council A/HRC/RES/15/20	10. Technical assistance and capacity-building	<p>II. Democracy and situation of human rights</p> <p>4. Welcomes:</p> <p>(a) ---</p> <p>(b) The cooperation extended by the Government of Cambodia and the constructive dialogue with the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia during his missions in Cambodia;</p>

No.	Date	Resolution No.	Item No	On Special Representative/Rapporteur
				<p>(c) The report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia⁵⁸ and the recommendations contained therein;</p> <p>Part III – Conclusion</p> <p>8. Takes note of the need to continue close consultations between the Government of Cambodia and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia towards the further improvement of the situation of human rights in the country and of the continuous technical cooperation of the Office of the High Commissioner with the Government of Cambodia;</p> <p>9. Decides to extend by one year the mandate of the special procedure on the situation of human rights in Cambodia, and requests the Special Rapporteur to report on the implementation of his mandate to the Council at its eighteenth session and to engage in a constructive manner with the Government of Cambodia for the further improvement of the situation of human rights in the country;</p>
29.	26-Sep-2011	Human Rights Council A/HRC/RES/18/25	10. Technical assistance and capacity-building	<p>II. Democracy and situation of human rights</p> <p>4. Welcomes:</p> <p>(a) ---</p> <p>(b) The cooperation extended by the Government of Cambodia and the constructive dialogue with the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia;</p> <p>(c) The report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia⁵⁹ and the recommendations contained therein;</p> <p>Part III – Conclusion</p> <p>8. Takes note of the need to continue close consultations between the Government of Cambodia and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia towards the further improvement of the situation of human rights in the country and for the continued technical cooperation between the Office of the High Commissioner and the Government of Cambodia;</p> <p>9. Decides to extend by two years the mandate of the special procedure on the situation of human rights in Cambodia, and requests the Special Rapporteur to report on the implementation of his mandate to the Council at its twenty-first and twenty-fourth sessions, and to engage in a constructive manner with the Government of Cambodia for the further improvement of the situation of human rights in the country;</p>

⁵⁸ [A/HRC/15/46](#).

⁵⁹ [A/HRC/18/46](#).

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
30.	20-Sep-2013	General Assembly A/HRC/24/29	10. Technical assistance and capacity-building	<p>5. Welcomes the reports of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia⁶⁰ and the recommendations contained therein, and takes note of the need to maintain close and respectful consultations between the Government of Cambodia and the Special Rapporteur towards further improvements in the situation of human rights in the country and for the continued technical cooperation between the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and the Government of Cambodia;</p> <p>22. Decides to extend by two years the mandate of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia, and requests the Special Rapporteur to report on the implementation of his mandate to the Council at its twenty-seventh and thirtieth sessions and to engage in a constructive manner with the Government of Cambodia for the further improvement of the situation of human rights in the country;</p>
31.	2-Oct-2015	Human Rights Council A/HRC/RES/30/23	10. Technical assistance and capacity-building	<p>5. Also welcomes the reports of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia⁶¹ and the recommendations contained therein, takes note of the need to maintain close and respectful consultations between the Government of Cambodia and the Special Rapporteur towards further improvements in the situation of human rights in the country and for the continued technical cooperation between the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and the Government, and encourages the Special Rapporteur and the field office of the Office of the High Commissioner in Phnom Penh to continue to exchange information in order to assist in the effective implementation of their respective mandates, bearing in mind their independence;</p> <p>25. Decides to extend by two years the mandate of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia, and requests the Special Rapporteur to report on the implementation of her mandate to the Council at its thirty-third and thirty-sixth sessions, and to engage in a constructive manner with the Government of Cambodia for the further improvement of the situation of human rights in the country;</p>
32.	5-Oct-2017	Human Rights Council A/HRC/RES/36/32	10. Technical assistance and capacity-building	<p>6. Welcomes the reports of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia⁶² and the recommendations contained therein, also welcomes the conclusion in December 2016 of a new memorandum of understanding for the implementation of a technical cooperation programme on human rights between the Government of Cambodia and the field office in Phnom Penh of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights to extend the mandate of that office for another two years, takes note of the need to maintain close and respectful consultations between the Government of Cambodia and the Special Rapporteur towards further improvements in the situation of human rights in the country and for the continued technical cooperation between the Office of the High Commissioner and the</p>

⁶⁰ [A/HRC/21/63](#) and [A/HRC/24/36](#).

⁶¹ [A/HRC/27/70](#) and [A/HRC/30/58](#).

⁶² [A/HRC/27/70](#), [A/HRC/30/58](#), [A/HRC/33/62](#) and [A/HRC/36/61](#).

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				Government, and encourages the Special Rapporteur and the field office in Phnom Penh to continue to exchange information in order to assist in the effective implementation of their respective mandates, bearing in mind their independence;
				7. Encourages the enhancement of cooperation between the Government of Cambodia and the Office of the High Commissioner, as specified in the memorandum of understanding between the Government and the field office in Phnom Penh of the Office of High Commissioner, and calls upon the Government to implement the recommendations made by the Special Rapporteur, taking into account the national context of Cambodia;
				29. Decides to extend for two years the mandate of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia, and requests the Special Rapporteur to report on the implementation of her mandate to the Human Rights Council at its thirty-ninth and forty second sessions, and to engage in a constructive manner with the Government of Cambodia for the further improvement of the situation of human rights in the country;
33.	09-Oct-2019	Human Rights Council A/HRC/RES/42/37	10. Technical assistance and capacity-building	6. Also welcomes the reports of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia ⁶³ and the recommendations contained therein, and invites the Government of Cambodia to engage with the Special Rapporteur on the best ways to implement them;
				7. Further welcomes the conclusion in October 2018 of a new memorandum of understanding for the implementation of a technical cooperation programme on human rights between the Government of Cambodia and the field office in Phnom Penh of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights to extend the mandate of that office for another two years, takes note of the need to maintain close and respectful consultations between the Government of Cambodia and the Special Rapporteur towards further improvements in the situation of human rights in the country and for the continued technical cooperation between the Office of the High Commissioner and the Government, and encourages the Special Rapporteur and the field office in Phnom Penh to continue to exchange information in order to assist in the effective implementation of their respective mandates, bearing in mind their independence;
				8. Commends the positive cooperation between the Government of Cambodia and the Office of the High Commissioner, particularly for the protection of land rights for indigenous peoples, encourages the enhancement of cooperation between the Government and the Office of the High Commissioner, as specified in the memorandum of understanding between the Government and the field office in Phnom Penh of the Office, and calls upon the Government to implement the recommendations made by the Special Rapporteur, taking into account the national context of Cambodia;

⁶³ [A/HRC/39/73](#) and [Add.1, A/HRC/42/60](#) and [Add.1](#).

No.	Date	Resolution No.	Item No	On Special Representative/Rapporteur
				<p>26. Gives attention to the conclusions and recommendations of the reports of the Special Rapporteur⁶⁴ and her statement of May 2019, which calls for the release of Kem Sokha and the swift conclusion of the investigation into his case, takes note that nine members of the former opposition party have received the right to conduct their political activities due to the amendment to the law on political parties in January 2019, strongly encourages the Government of Cambodia to ensure political rights to all, to make continuous efforts to solve the issue of the ban on political activities of senior members of the opposition party, and to expand democratic space for political activists, civil society and the media, including members of opposition parties, to actively, peacefully, responsibly and openly participate in inclusive political debate, and strongly encourages all parties to prioritize national reconciliation, peace and stability;</p> <p>28. Takes into account the conclusions and recommendations made by the Special Rapporteur in her report⁶⁵ in relation to the process and the result of the national elections held in 2018, while taking into account the high voting rates, regrets the large number of invalid votes cast in the elections, and urges the Government of Cambodia to fully respect, protect and promote the civil and political rights of all Cambodians in order to steadily promote nation-building with the support of a wide range of Cambodians;</p> <p>35. Decides to extend for two years the mandate of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia, and requests the Special Rapporteur to report on the implementation of her mandate to the Human Rights Council at its forty-fifth and forty eighth sessions, and to engage in a constructive manner with the Government of Cambodia for the further improvement of the situation of human rights in the country;</p>
34.	14-Oct-2021	Human Rights Council A/HRC/RES/48/23	10. Technical assistance and capacity-building	<p>5. Also welcomes the support, cooperation and constructive dialogues of the Government of Cambodia with the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia, including his unfettered access to the country, and the reports of the Special Rapporteur⁶⁶ and the recommendations contained therein, and invites the Government to continue to engage with the Special Rapporteur on the best ways to implement them, taking into account the national context of Cambodia;</p> <p>22. Gives attention to the report of the Special Rapporteur⁴ in which the mandate holder welcomed the release of Kem Sokha, albeit with judicial supervision, while noting that United Nations human rights experts had expressed their concern over his trial; strongly encourages the Government of Cambodia to ensure the prompt, transparent and fair trial in accordance with the State's international human rights obligations, notes that the right to conduct political activities of the 26 members of the former opposition party has been reinstated, and that several members of the opposition have created new political parties as a result of the amendment to the law on</p>

⁶⁴ [A/HRC/39/73/Add.1](#) and [A/HRC/42/60](#).

⁶⁵ [A/HRC/39/73/Add.1](#).

⁶⁶ [A/HRC/45/51](#) and [Add.1](#).

<i>No.</i>	<i>Date</i>	<i>Resolution No.</i>	<i>Item No</i>	<i>On Special Representative/Rapporteur</i>
				<p>political parties adopted in January 2019; strongly encourages the Government to ensure political rights to all to make continuous efforts to solve the issue of the ban on political activities of the remaining senior members of the opposition party, and to expand democratic space for political activists, civil society and the media, including members of opposition parties, to actively, peacefully, responsibly and openly participate in inclusive political debate, and strongly encourages all parties to prioritize national reconciliation, peace and stability;</p> <p>25. Takes into account the conclusions and recommendations made by the Special Rapporteur in the addendum to her report submitted to the Human Rights Council at its thirty-ninth session in relation to the process and the result of the national elections held in 2018,5 while taking into account the high voting rates of 83.02 per cent, regrets the 8.5 per cent of invalid votes cast in the elections, and calls upon the Government of Cambodia, in view of the upcoming elections, including the 2022 communal elections and the 2023 general election, to advance dialogue and reconciliation with relevant lawful stakeholders in order to ensure that the elections are free, fair and inclusive and representative of all Cambodians, and to protect and promote the civil and political rights of all Cambodians in order to steadily promote nation-building with the support of a wide range of Cambodians;</p> <p>32. Decides to extend for two years the mandate of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia, and requests the Special Rapporteur to report on the implementation of his mandate to the Human Rights Council at its fifty-first and fifty-fourth sessions, including to make recommendations on technical assistance and capacity-building for the protection and promotion of human rights in the country, and to provide the Council with a one-time oral update at its forty-ninth session, without setting a precedent;</p>

Annex III

Government interlocutors meeting held June 2021 to May 2022

1. H.E. Samdech Krolahom Sar Kheng, Deputy Prime Minister, Minister of Interior
2. H.E. Mr. Keo Remy, President of the Human Rights Committee
3. H.E. Mr. Sokkhoeurn An Ambassador and Permanent Representative to UN at Geneva
4. H.E. Dr. Mam Buheng Minister of Health – Cambodia
5. H.E Mr. Vong Sauth, Secretary of State of the Ministry of Social Affairs, Veterans and Youth Rehabilitation
6. H.E Prak Sokhonn, Secretary of State Minister of Foreign Affairs and International Cooperation
7. H.E. Ly Chantola, President of the Bar Association of the Kingdom of Cambodia
8. H.E Mrs. Or Vandine, Secretary of State of the Ministry of Health
9. H.E. Mr. Phan Phalla, and H.E Mr. HEM Vandy, Secretaries of State of the Ministry of Economy and Finance
10. H.E. Mr. Prach Chan, Chairman of the National Election Commission (NEC)
11. H.E. Mr. Ith Sam Heng, Ministry of the Labour and Vocational Training
12. H.E. Chin Malin, Secretary of State, Ministry of Justice
13. H.E Ms. Long Sophally, Under-Secretary of State of Ministry of Women’s Affairs
14. H.E Mr. Luy David, Secretary of State of Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation
15. H.E. Mr. Nim Toth, Secretary of State of Ministry of Social Affairs, Veterans and Youth Rehabilitation

The Special Rapporteur also met with representatives of the international community, the UN Country Team and national and international NGOs.
